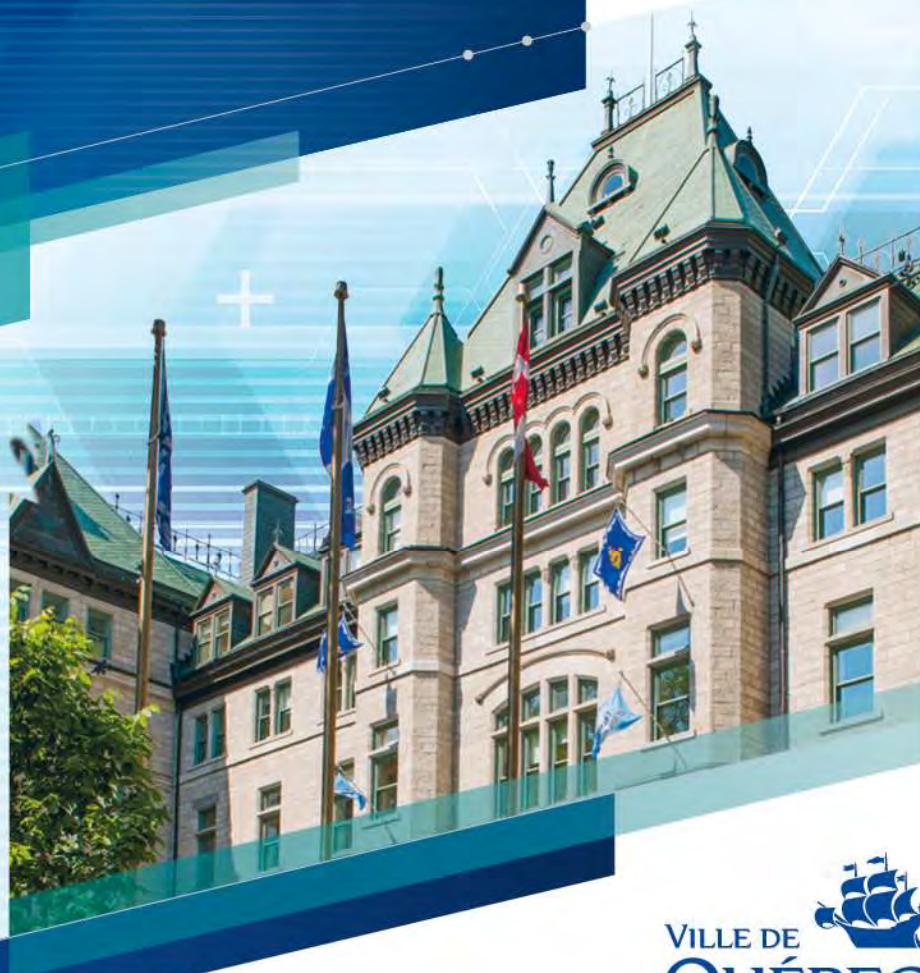


RAPPORT FINANCIER

2022

RÉSULTATS FINANCIERS
pour l'exercice terminé
le 31 décembre 2022



VILLE DE
QUÉBEC

*l'accent
d'Amérique*

Table des matières

SOMMAIRE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES SUR LES RÉSULTATS	5
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS AUDITÉS	9
SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	11
ATTESTATION DE LA TRÉSORIÈRE	19
RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ	23
Rapport des auditeurs indépendants.....	25
État des résultats	29
État de la situation financière.....	30
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	31
État des flux de trésorerie.....	32
Notes complémentaires	33
Renseignements complémentaires	55
Informations sectorielles par organismes	55
Résultats détaillés	55
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.....	56
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales.....	57
Situation financière	58
Charges par objets	59
Fonds local d'investissement.....	60
Fonds local de solidarité	62
Excédent (déficit) accumulé	63
Avantages sociaux futurs	67
Renseignements financiers non consolidés – Compétences d'agglomération.....	75
Résultats détaillés	77
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.....	78
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales.....	79
Charges par objets	80
Excédent (déficit) accumulé	81
Renseignements financiers non consolidés – Compétences de nature locale.....	85
Résultats détaillés	87
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.....	88
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales.....	89
Charges par objets	90
Excédent (déficit) accumulé	91
TABLEAU DE VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES	95
Rapport des auditeurs indépendants.....	97
Tableau de ventilation des dépenses mixtes par compétences	99
Notes complémentaires	100

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS	101
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS	103
Analyse des variations budgétaires	105
Analyse des revenus	109
Analyse des charges	121
Acquisition d'immobilisations par catégories	125
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	125
Analyse de la dette à long terme	126
Endettement total net à long terme	127
Analyse de la charge de quotes-parts	128
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS	129
Acquisition d'immobilisations par objets	131
Analyse de la rémunération	132
Analyse des revenus de transfert par sources	132
Frais de financement par activités	133
Rémunération des élus	134
Questionnaire	135
Questionnaire administratif	139
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS – COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION	141
Analyse des revenus	143
Analyse des charges sans amortissement	155
Acquisition d'immobilisations par catégories	158
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	158
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	159
Questionnaire	160
RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS – COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE	161
Analyse des revenus	163
Analyse des charges sans amortissement	175
Acquisition d'immobilisations par catégories	178
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	178
Analyse de la charge de quotes-parts	179
RAPPROCHEMENT DES DONNÉES BUDGÉTAIRES	181
DONNÉES PRÉVISIONNELLES POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023	187
ANNEXE – INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	201

SOMMAIRE

+ Variations budgétaires
sur les résultats

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
SOMMAIRE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES SUR LES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		2022		Variation	Variation	Note
		Budget	Réalisations	%	\$	
Revenus - Fonctionnement	1	1 768 545 461	1 895 930 518	7,2 %	127 385 057	1.
Revenus - Investissement	2	502 720 526	230 861 158	-54,1 %	(271 859 368)	2.
Charges	3	1 774 331 508	1 790 426 581	0,9 %	16 095 073	3.
Excédent (déficit) de l'exercice	4	496 934 479	336 365 095	-32,3 %	(160 569 384)	
Moins : revenus d'investissement	5	(502 720 526)	(230 861 158)	-54,1 %	(271 859 368)	2.
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	6	(5 786 047)	105 503 937	-1923,4 %	111 289 984	

1. Les revenus consolidés de fonctionnement surpassent de 127,4 M\$ (7,2 %) les revenus prévus au budget d'opération pour l'exercice financier 2022. Les nombreux transferts de propriétés commerciales enregistrés au cours de l'année, combinés à un marché immobilier dont l'activité est demeurée élevée en dépit du recul enclenché par la hausse du coût d'emprunt, expliquent en partie ces revenus additionnels. Il en va de même des subventions et contributions de tiers perçues par la Ville pour la mise en oeuvre de mesures destinées à soutenir la relance économique, à stimuler la reprise de l'activité touristique et à supporter le développement de l'offre en matière de logements abordables. L'augmentation des revenus tient également à la progression importante des taux d'intérêt initiée par les banques centrales dans leur effort pour juguler l'inflation, cette dernière ayant permis de générer de meilleurs rendements sur les placements.
2. Les revenus consolidés d'investissements sont en baisse de 271,9 M\$ (-54,1 %) par rapport aux revenus d'investissements prévus au budget. Cette diminution résulte essentiellement d'un report dans la constatation des revenus de transfert associés aux projets d'investissement subventionnés, dont le rythme de réalisation s'est avéré inférieur aux prévisions établies au plan d'investissement quinquennal pour l'année 2022.
3. Les charges consolidées de l'exercice excèdent de 16,1 M\$ (0,9 %) les prévisions budgétaires établies pour l'exercice financier 2022. Les coûts de transport et de traitement de la neige occasionnés par des précipitations de neige abondantes, les dépenses supplémentaires engendrées par l'inflation et la hausse du prix du carburant, de même que le déploiement des mesures de soutien à la relance économique et touristique sont les principaux facteurs à l'origine de cette augmentation des charges. L'incidence de ces coûts additionnels sur les résultats de l'exercice est toutefois partiellement compensée par ailleurs, notamment par la diminution des dépenses en biens et services occasionnée par le délai de démarrage du centre de biométhanisation de la matière organique.

Éléments fiscaux	7	5 786 047	(43 527 365)	-852,3 %	(49 313 412)	4.
Excédent (déficit) de l'exercice	8	-	61 976 572	100,0 %	61 976 572	

4. Les éléments de conciliation fiscale sont les éléments qui doivent être pris en compte aux fins de la taxation, en plus des revenus et dépenses établis sur la base des normes comptables. Ceux-ci incluent, par exemple, le nouveau financement de projets, le remboursement du capital de la dette et les affectations des excédents.

Pour l'exercice financier 2022, les éléments de conciliation fiscale sont en diminution de 49,3 M\$ (-852,3 %) par rapport aux prévisions budgétaires établies. Cette variation est largement attribuable à l'extinction de la dette associée à la fin des programmes d'aide mis en place par le gouvernement du Québec dans le contexte de la crise sanitaire, un élément qui fait contreponds aux revenus de subvention constatés relativement à ces mêmes programmes. Les autres écarts budgétaires qui contribuent à la variation des éléments fiscaux comprennent notamment l'affectation de certains revenus de placement au financement des déficits accumulés des régimes de retraite, ainsi que l'appropriation de liquidités à même les excédents accumulés dans le but d'atténuer les incidences de l'inflation et de l'augmentation du prix du carburant sur le résultat fiscal.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS AUDITÉS



Rapport financier 2022

SOMMAIRE

+ Information financière
consolidée



SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	1 572 027 271	1 632 177 391	1 763 026 917	282 622 251	1 895 930 518
Investissement	2	163 443 634	443 085 526	159 259 953	71 846 300	230 861 158
	3	1 735 470 905	2 075 262 917	1 922 286 870	354 468 551	2 126 791 676
Charges	4	1 516 580 471	1 611 631 227	1 629 835 229	312 004 397	1 790 426 581
Excédent (déficit) de l'exercice	5	218 890 434	463 631 690	292 451 641	42 464 154	336 365 095
Moins : revenus d'investissement	6 (	163 443 634)(	443 085 526)(	159 259 953)(	71 846 300)(	230 861 158)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	55 446 800	20 546 164	133 191 688	(29 382 146)	105 503 937
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	262 423 746	268 354 000	246 546 167	46 798 674	291 346 756
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	48 535 742	52 062 401	39 873 204	248 920	38 343 865
Remboursement de la dette à long terme	10 (	186 145 037)(	196 110 347)(	254 276 603)(	11 740 100)(	266 016 703)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	153 196 814)(	157 464 083)(	141 710 188)(	9 099 571)(	150 809 759)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 651 048)	6 111 865	14 826 338	(261 339)	16 343 258
Autres éléments de conciliation	13	33 053 814	6 500 000	27 285 030	21 175	27 265 218
	14	1 020 403	(20 546 164)	(67 456 052)	25 967 759	(43 527 365)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	56 467 203		65 735 636	(3 414 387)	61 976 572

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	695 737 665	224 611 835	280 643 155
Débiteurs	2	811 874 498	820 077 028	1 189 013 674
Placements de portefeuille	3	351 343 826	924 025 885	927 439 922
Autres	4	34 984 104	34 206 744	34 984 104
	5	1 893 940 093	2 002 921 492	2 431 303 495
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	2 050 905 856	2 019 647 251	2 357 351 058
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	364 929 800	351 082 800	400 238 100
Autres	9	821 720 698	1 012 580 955	988 089 584
	10	3 237 556 354	3 383 311 006	3 745 678 742
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 343 616 261)	(1 380 389 514)	(1 314 375 247)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	5 663 509 315	5 994 727 197	6 499 603 699
Autres	13	84 068 277	82 075 289	93 236 815
	14	5 747 577 592	6 076 802 486	6 592 840 514
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	139 703 394	109 441 617	107 133 264
Excédent de fonctionnement affecté	16	101 880 976	145 916 722	155 051 746
Réserves financières et fonds réservés	17	281 877 361	301 030 258	306 231 300
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	184 576 105)(	167 277 592)(	165 982 156)(
Financement des investissements en cours	19	(114 075 172)	(195 569 765)	(50 492 896)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	4 179 150 877	4 502 871 732	4 926 524 009
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	4 403 961 331	4 696 412 972	5 278 465 267

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Anciennes villes	23	466 297	466 297
▪ Nouvelle ville	24	145 450 425	101 414 679
▪	25		
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	145 916 722	101 880 976
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	9 135 024	9 111 229
	34	155 051 746	110 992 205
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
Organismes contrôlés et partenariats ¹	35	301 030 258	281 877 361
	36	5 201 042	5 359 810
	37	461 283 046	398 229 376

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	966 527 397	1 617 811 411
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 675 225 942	1 726 385 762

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022 Total consolidé	2021 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	17 534 038	17 206 040
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	710 549 860	640 275 321
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	915 981 597	992 221 622
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	691 228 872	605 199 159
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	32 493 861	64 298 152
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 367 788 228	2 319 200 294

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 126 712 959	1 182 150 934	1 187 406 454	1 186 035 299
Compensations tenant lieu de taxes	13	118 865 686	123 506 779	118 226 503	116 062 309
Quotes-parts	14	39 782 800	41 146 617	41 146 617	41 146 617
Transferts	15	102 109 254	115 174 072	175 800 875	241 279 327
Services rendus	16	65 832 457	77 914 526	81 284 755	154 917 506
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	97 703 510	76 461 905	117 396 860	117 432 805
Autres	18	21 020 605	15 822 558	41 764 853	39 056 655
	19	1 572 027 271	1 632 177 391	1 763 026 917	1 895 930 518
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	137 136 848	177 294 619	119 306 717	194 484 457
Autres	23	26 306 786	265 790 907	39 953 236	36 376 701
	24	163 443 634	443 085 526	159 259 953	230 861 158
	25	1 735 470 905	2 075 262 917	1 922 286 870	2 126 791 676

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	153 448 690	151 475 160	7 353 505	158 828 665	158 827 287	169 423 296
Sécurité publique							
Police	2	160 480 841	163 253 857	3 882 885	167 136 742	167 136 742	158 467 118
Sécurité incendie	3	76 826 889	81 534 381	5 523 507	87 057 888	87 043 485	79 079 160
Autres	4	11 694 498	9 561 246	2 576 460	12 137 706	12 137 706	12 416 141
Transport							
Réseau routier	5	175 867 856	191 088 009	85 460 137	276 548 146	276 548 146	246 373 726
Transport collectif	6	139 628 264	140 346 379	91 378	140 437 757	288 817 384	259 514 489
Autres	7	1 369 002	1 018 256	4 372 254	5 390 510	5 390 510	7 236 490
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	100 982 936	105 398 864	72 956 940	178 355 804	178 355 804	166 405 484
Matières résiduelles	9	109 934 380	95 298 268	7 345 212	102 643 480	102 643 480	90 058 703
Autres	10	11 702 617	13 124 091	2 848 994	15 973 085	15 973 085	11 898 533
Santé et bien-être	11	25 478 941	36 305 607		36 305 607	41 175 871	21 998 640
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	44 258 093	49 776 566	3 474 524	53 251 090	53 251 090	49 183 389
Promotion et développement économique	13	74 668 715	76 173 198	1 478 321	77 651 519	77 651 519	55 575 995
Autres	14	10 201 992	27 950 438	1 289 404	29 239 842	29 239 842	41 347 725
Loisirs et culture	15	183 120 319	176 994 404	47 892 646	224 887 050	224 882 730	210 942 099
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	63 613 194	63 990 338		63 990 338	71 351 900	72 102 746
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	1 343 277 227	1 383 289 062	246 546 167	1 629 835 229	1 790 426 581	1 652 023 734
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	268 354 000	246 546 167 (	246 546 167)			
	21	1 611 631 227	1 629 835 229		1 629 835 229	1 790 426 581	1 652 023 734

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	163 443 634	159 259 953	71 846 300	230 861 158
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	572 469 971)(	579 914 108)(	31 999 297)(	611 323 633)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	40 045 359)(	24 228 950)(	3 414 387)(	27 643 337)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	165 052 199	192 066 911	16 888 500	208 955 411
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	153 196 814	141 710 188	9 099 571	150 809 759
Excédent accumulé	6	105 705 402	41 435 664		41 435 664
	7	(188 560 915)	(228 930 295)	(9 425 613)	(237 766 136)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(25 117 281)	(69 670 342)	62 420 687	(6 904 978)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

ATTESTATION DE LA TRÉSORIÈRE



Rapport financier 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Chantal Pineault, CPA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature



Date 25 mai 2023

RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ



Rapport financier 2022

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil de la
Ville de Québec,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE QUÉBEC** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15, S16, S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport des auditeurs sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent de la reddition de comptes financière, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lecture de la reddition de comptes financière, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS (suite)

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.¹
Société de comptables professionnels agréés
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC Canada G1W 5C4

 CPA auditeur

Daniel Rancourt, CPA auditeur
Vérificateur général de la Ville de Québec
RC12-305 rue Racine
Québec QC G2B 1E7

Le 25 mai 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A125052

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	1 180 779 779	1 186 035 299	1 125 422 302
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 916 020	116 062 309	117 372 610
Quotes-parts	3	41 146 617	41 146 617	39 782 800
Transferts	4	639 870 037	435 763 784	455 624 690
Services rendus	5	155 028 167	154 917 506	121 375 043
Imposition de droits	6	46 060 260	75 994 180	67 677 204
Amendes et pénalités	7	21 361 946	19 471 901	17 064 493
Revenus de placements de portefeuille	8	11 031 202	21 969 952	14 031 655
Autres revenus d'intérêts	9	12 642 654	21 974 493	9 510 361
Autres revenus	10	41 429 305	53 455 635	30 169 034
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 271 265 987	2 126 791 676	1 998 030 192
Charges				
Administration générale	14	165 268 690	158 827 287	169 423 296
Sécurité publique	15	263 535 228	266 317 933	249 962 419
Transport	16	559 784 199	570 756 040	513 124 705
Hygiène du milieu	17	312 949 933	296 972 369	268 362 720
Santé et bien-être	18	30 276 654	41 175 871	21 998 640
Aménagement, urbanisme et développement	19	137 438 800	160 142 451	146 107 109
Loisirs et culture	20	236 420 319	224 882 730	210 942 099
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	68 657 685	71 351 900	72 102 746
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 774 331 508	1 790 426 581	1 652 023 734
Excédent (déficit) de l'exercice	25	496 934 479	336 365 095	346 006 458
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		4 942 100 172	4 596 093 714
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		4 942 100 172	4 596 093 714
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		5 278 465 267	4 942 100 172

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	280 643 155	737 417 589
Débiteurs (note 5)	2	1 189 013 674	1 127 847 783
Prêts (note 6)	3	33 956 171	34 514 175
Placements de portefeuille (note 7)	4	927 439 922	351 343 826
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	250 573	469 929
	8	2 431 303 495	2 251 593 302
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	47 500 000	61 700 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	542 086 126	533 389 785
Revenus reportés (note 12)	12	373 721 471	237 593 261
Dettes à long terme (note 13)	13	2 357 351 058	2 309 288 151
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	400 238 100	414 137 700
Autres passifs (note 14)	15	24 781 987	29 160 455
	16	3 745 678 742	3 585 269 352
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 314 375 247)	(1 333 676 050)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	6 499 603 699	6 181 756 719
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	47 272 298	47 400 959
Stocks de fournitures	20	25 301 085	21 550 244
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	20 663 432	25 068 300
	23	6 592 840 514	6 275 776 222
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 278 465 267	4 942 100 172
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	496 934 479	336 365 095	346 006 458
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	963 694 546)(	611 323 633)(	705 683 276)
Produit de cession	3	6 590 710	5 250 292	3 123 565
Amortissement	4	311 654 224	291 346 756	302 513 145
(Gain) perte sur cession	5		(1 576 298)	(118 554)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(1 544 097)	(8 742 960)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(645 449 612)	(317 846 980)	(408 908 080)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		128 661	7 098 324
Variation des stocks de fournitures	10		(3 750 841)	(1 605 686)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		4 404 868	16 312 656
	13		782 688	21 805 294
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(148 515 133)	19 300 803	(41 096 328)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 333 676 050)	(1 293 527 307)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			947 585
Solde redressé	20		(1 333 676 050)	(1 292 579 722)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 314 375 247)	(1 333 676 050)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	336 365 095	346 006 458
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	291 346 756	302 513 145
Autres			
▪ G/P, réd de valeurs, autres	3	(25 504 891)	26 232 189
▪ Apports - Immobilisations	4	(22 570 148)	(9 389 815)
	5	579 636 812	665 361 977
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(64 200 612)	(81 660 154)
Autres actifs financiers	7	219 356	477 656
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	3 639 127	(4 617 493)
Revenus reportés	9	136 128 210	14 401 726
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(27 003 638)	(8 350 700)
Propriétés destinées à la revente	11	(7 777 136)	(3 396 959)
Stocks de fournitures	12	(3 750 841)	(1 605 686)
Autres actifs non financiers	13	4 404 868	16 312 656
	14	621 296 146	596 923 023
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(587 971 011)	(646 648 055)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	5 040 292	3 123 565
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(582 930 719)	(643 524 490)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(19 516 720)	(34 538 024)
Remboursement ou cession	21	4 997 383	1 813 569
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(661 061 715)	(108 540 110)
Cession	23	88 379 656	85 000 000
	24	(587 201 396)	(56 264 565)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	421 853 000	404 404 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(315 066 438)	(275 559 331)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(14 200 000)	9 700 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(525 027)	56 560
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	92 061 535	138 601 229
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(456 774 434)	35 735 197
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	737 417 589	701 682 392
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	737 417 589	701 682 392
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	280 643 155	737 417 589

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Québec (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1^{er} janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Québec* (RLRQ, chapitre C-11.5). La Ville est régie par la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

Le 1^{er} janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation auprès des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q., 2003, chapitre 14), les anciennes villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures ont été reconstituées. Les municipalités résultantes de cette réorganisation demeurent liées les unes aux autres, de façon à ce que soit préservée l'agglomération formée par le territoire de la municipalité au 1^{er} janvier 2002.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Québec* (Décret 1211-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Québec est la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil municipal de la Ville visé par l'article 13 de la *Charte de la Ville de Québec*. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les pages S13, S14, S15, S16, S17, S18 et S23 qui portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Québec et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « Administration municipale » réfère à la Ville de Québec excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle. Ces organismes sont le Réseau de transport de la Capitale (RTC) et la Société municipale d'habitation Champlain (SOMHAC).

Les comptes de l'Administration municipale et des organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne. Au moment de la consolidation, les opérations interorganismes et les soldes réciproques ont été éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**b) Partenariats**

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des obligations et droits contractuels et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la provision pour désuétude des stocks, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, les transferts dont l'admissibilité n'a pas fait l'objet d'une approbation par le cédant, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif au titre de l'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs**a) Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Le montant de l'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt effectif.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs. Ces actifs ne sont pas affectés au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service, selon les méthodes et les durées suivantes :

Méthode		Durée
Infrastructures	Linéaire	5 à 20 ans
Bâtiments	Linéaire	20 à 40 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Selon la durée du bail (max. 20 ans)
Véhicules – Autobus à utilisation non linéaire	Manuelle*	16 ans
Véhicules – Autres	Linéaire	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5 à 20 ans
Autres	Linéaire	Selon la nature

* Répartition annuelle en fonction de l'utilisation réelle des autobus selon leur durée de vie utile de 16 ans.

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne sont pas amorties avant leur mise en service.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 \$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent des accessoires, des pièces de rechange et des produits pétroliers achetés en vue de rendre des services. Ces items sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur utilisation. En fin d'exercice, les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le stock de pièces de rechange mécaniques est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**D) Passifs****Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur une période de cinq ans ou sur la durée de l'emprunt concerné. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

L'Administration municipale comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Ces charges estimatives sont constatées en fonction de la capacité utilisée des décharges.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des sites d'enfouissement.

Assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes

Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Revenus de quote-part

Les charges comptabilisées par l'Administration municipale dans l'exercice de ses compétences d'agglomération, nettes des revenus de fonctionnement et des éléments de conciliation à des fins fiscales comptabilisés aux activités de fonctionnement, sont attribuées aux municipalités liées en fonction de leur potentiel fiscal.

Les charges nettes de nature mixte, soit celles qui relèvent à la fois d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont réparties entre les municipalités liées en fonction du *Règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes* (R.A.V.Q. 1435). La contribution des municipalités liées est déterminée en fonction de leur potentiel fiscal.

Des dispositions particulières concernant des ajustements à la contribution des municipalités liées sont prévues au *Règlement de l'agglomération sur l'établissement et le paiement des quotes-parts des municipalités liées pour l'exercice financier 2022* (R.A.V.Q. 1454).

Les revenus couvrant ces charges nettes sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état consolidé des résultats.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour les régimes visés par la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour les régimes visés par la loi précitée. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont estimés en date du 31 décembre 2022 selon la valeur de marché redressée établie sur une période de cinq ans et sans reconnaître immédiatement une partie des gains et pertes actuariels de l'exercice.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le coût des services passés découlant d'une modification aux régimes est comptabilisé immédiatement en charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

En plus des prestations de retraite, les avantages sociaux futurs comprennent les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités et les rentes d'invalidité.

Régimes interemployeurs

La Ville comptabilise sa participation à des régimes d'avantages de retraite interemployeurs selon les normes applicables aux régimes à cotisations déterminées. La charge au titre des avantages de retraite de l'exercice correspond aux cotisations requises à l'égard des services rendus par les salariés au cours de l'exercice.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'imposition d'une taxation ou d'une quote-part est différée.

Ces DCTP sont amorties aux fins suivantes et selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - Passif comptabilisé initialement au 1^{er} janvier 2007 :
 - Régimes de retraite de l'Administration municipale : linéaire sur 39 ans;
 - Rachats d'obligations émises en vertu du projet de loi 54 pour les régimes de retraite de l'Administration municipale : linéaire débutant l'année suivant le rachat, selon la DMERCA au 1^{er} janvier de l'année du rachat, soit 13 ans;
 - Régime supplémentaire de retraite de l'Administration municipale : linéaire selon la DMERCA au 1^{er} janvier 2007, soit 14 ans;
 - Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs de l'Administration municipale : linéaire depuis 2008 selon la DMERCA au 1^{er} janvier 2007, soit 14 ans.
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - Sites fermés au 31 décembre 2015 : linéaire sur une période résiduelle de 15 à 26 ans.
- Provision pour litiges :
 - Renversement dans l'exercice au cours duquel le jugement est rendu.

H) Instruments financiers

Le RTC utilise périodiquement des contrats de couverture sur le prix du carburant afin de se prémunir des fluctuations de prix. Les gains et pertes qui leur sont liés sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats au cours de la période où ils sont réalisés et sont présentés avec la charge relative à ces marchandises.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

l) **Autres éléments**

Contributions

Les contributions à des particuliers et à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	280 635 957	273 344 372
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	7 198	464 073 217
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	280 643 155	737 417 589
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	280 643 155	737 417 589
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	93 530 026	96 953 277
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	54 706 800	30 266 600

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements à préavis. Ils portent intérêt à un taux de 5,00 % (2021 - 0,95 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	63 164 221	62 634 627
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	896 826 070	858 325 535
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	128 268 595	135 720 187
Organismes municipaux	16	4 656 885	3 814 422
Autres			
▪ Mutations, contrav, int courus	17	95 303 390	66 411 747
▪ Salaires et avantages sociaux	18	794 513	941 265
	19	1 189 013 674	1 127 847 783
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	691 228 872	605 199 159
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	691 228 872	605 199 159
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	14 369 346	13 768 601
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	119 945 377	103 452 454
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	275 501 429	302 540 528
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	364 012 550	303 079 488
Ministère de la Culture et des Communications	29	76 035 332	75 374 937
Autres ministères/organismes	30	61 331 382	73 878 128
	31	896 826 070	858 325 535

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 0,30 % à 4,70 % (2021 - 0,20 % à 4,70 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2023 et 2042 (2021 - 2022 et 2041).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		1 267 206
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪ Fonds local d'investissement	34	22 088 493	21 918 418
▪ Autres	35	11 867 678	11 328 551
	36	33 956 171	34 514 175
Provision pour moins-value déduite des prêts	37	1 419 304	31 708 474

Note

Les prêts portent intérêt à un taux déterminé au début de leur remboursement ou selon les ententes signées avec les bénéficiaires ou sont sans intérêts. Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2023 et 2047 (2021 - 2022 et 2047). Certains de ces prêts sont garantis par une hypothèque de 1^{er}, 2^e ou 3^e rang.

Au cours de l'exercice, aucun prêt n'a été converti en subvention (2021 - 230 000 \$).

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	3 414 037	
Autres placements	39	924 025 885	351 343 826
	40	927 439 922	351 343 826
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	283 961 729	262 964 170
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

La juste valeur des placements de portefeuille est de 936 454 000 \$ (2021 - 396 431 000 \$).

Des sommes comprises dans les placements de portefeuille sont affectées au remboursement de la dette à long terme pour un montant de 12 977 328 \$ (2021 - 10 547 921 \$) et au paiement de cotisations d'équilibre liées au passif au titre des avantages sociaux futurs pour un montant de 270 984 401 \$ (2021 - 252 416 249 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(266 373 700)	(288 448 400)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(133 864 400)	(125 689 300)
	45	(400 238 100)	(414 137 700)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	52 959 900	60 700 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	10 395 400	11 734 700
Régimes à cotisations déterminées	48	571 576	360 966
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	894 371	869 088
	51	64 821 247	73 665 154

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

-

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52	250 573	469 929
Autres	53		
	54	250 573	469 929

Note

-

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

10. Emprunts temporaires

L'Administration municipale dispose d'une marge de crédit autorisée d'un montant maximum de 200 000 000 \$, consentie au taux de base de l'institution bancaire minoré de 0,50 %, renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2022, le crédit est utilisé pour un emprunt temporaire par billet grille au taux du CDOR 1 mois majoré de 0,27 % et échéant le 9 janvier 2023, des lettres de garantie et le Programme carte d'achat pour des montants respectifs de 47 500 000 \$ (2021 - 61 700 000 \$), de 2 743 000 \$ (2021 - 753 000 \$) et de 1 220 000 \$ (2021 - 1 006 000 \$).

Le RTC dispose d'une marge de crédit autorisée d'un montant maximum de 60 000 000 \$ (2021 - 100 000 000 \$), consentie au taux de base de l'institution bancaire minoré de 0,25 %, renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2022, la marge de crédit est inutilisée (2021 - inutilisée).

Depuis 2022, le RTC dispose d'une marge de crédit auprès de Financement-Québec d'un montant maximum de 125 311 000 \$ afin de financer les dépenses admissibles à des subventions d'investissement du gouvernement du Québec. Elle porte intérêt au taux moyen des bons du Trésor majoré de frais de gestion de 0,02 %. Au 31 décembre 2022, la marge de crédit est inutilisée.

En mars 2023, le RTC a signé une nouvelle convention de crédit auprès de Financement-Québec pour un montant autorisé de 260 040 000 \$ afin de financer les dépenses relatives au projet de tramway de Québec. Elle porte intérêt au taux moyen des bons du Trésor majoré de frais de gestion de 0,02 %.

Le RTC dispose également d'une ligne de crédit de 15 000 000 \$ autorisée pour l'utilisation périodique de contrats de couverture sur la fluctuation des prix des carburants.

11. Créanciers et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	238 763 962	218 739 238
Salaires et avantages sociaux	56	132 491 879	136 930 175
Dépôts et retenues de garantie	57	8 568 266	9 027 156
Provision pour contestations d'évaluation	58	20 375 620	11 861 502
Autres			
▪ Intérêts courus sur la DLT	59	10 332 718	10 367 217
▪ Autres	60	131 553 681	146 464 497
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	542 086 126	533 389 785

Note

-

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68	2 672 162	1 919 132
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪ Autres	71	306 031 480	165 593 095
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	11 423 533	12 579 085
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Activités d'investissement	80	23 675 650	24 996 175
▪ Fds - Réfection et entretien	81	7 109 716	5 067 684
▪ Destination Québec cité	82	9 508 231	13 761 426
▪ Autres	83	13 300 699	13 676 664
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	373 721 471	237 593 261

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élevaient à 2 153 147 \$ (2021 - 2 166 257 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 1 646 487 \$ (2021 - 3 141 418 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 308 703 642 \$ (2021 - 167 512 227 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement au transport en commun, à l'habitation, aux actions climatiques, à la promotion, au développement économique, et au tourisme ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures et à des bâtiments. Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville rencontrera les stipulations selon les conditions prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,30	4,70	2023	2032	88	2 104 306 973	2 076 980 011
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	4,70	2023	2042	92	257 062 495	233 546 846
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres	2,32	4,75	2024	2026	95	6 418 760	8 673 437
					96	2 367 788 228	2 319 200 294
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(10 437 170)	(9 912 143)
					98	2 357 351 058	2 309 288 151

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99	367 552 000		33 767 415	401 319 415
2024	100	366 502 000		37 538 566	404 040 566
2025	101	385 546 000		34 178 040	419 724 040
2026	102	20 000 000		16 169 724	278 389 697
2027	103	186 682 000		8 964 261	195 646 261
2028 et plus	104	535 805 000		132 863 249	668 668 249
	105	20 000 000		263 481 255	2 367 788 228
Intérêts et frais accessoires	106		()	()	
	107	20 000 000		263 481 255	2 367 788 228

Note

Des dettes à long terme au gouvernement du Québec, d'un montant de 32 493 861 \$ (2021 - 64 298 152 \$), constituent des emprunts sans intérêts, remboursables selon les modalités prévues aux contrats de prêt. Aux échéances, les 1^{er} juin 2029 et 31 mars 2030, les montants remboursables seront déterminés selon les actifs recouvrables assujettis.

Des dettes à long terme d'un montant de 1 537 817 \$ (2021 - 2 161 447 \$) sont garanties par des terrains et des bâtiments d'une valeur nette de 2 579 001 \$ (2021 - 17 140 481 \$).

Des réductions de la dette à long terme d'un montant total de 58 302 356 \$ (2021 - 7 194 779 \$) ont été comptabilisées en contrepartie de la diminution de débiteurs pour 3 244 721 \$ (2021 - 625 000 \$), de l'augmentation du passif au titre des avantages sociaux futurs pour 13 104 038 \$ (2021 - 6 121 400 \$) et de l'augmentation des revenus de transfert pour 41 953 597 \$ (2021 - 448 379 \$). Ces transactions se sont effectuées sans effet sur la trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	13 444 260	18 194 800
Assainissement des sites contaminés	109	11 337 727	10 965 655
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	24 781 987	29 160 455

Note**Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement**

Les charges totales estimatives rattachées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement sont de 37 310 000 \$ (2021 - 38 906 000 \$) et le solde restant à constater est de 19 462 000 \$ (2021 - 22 217 000 \$).

La capacité restante de la décharge en opération au 31 décembre 2022 est de 5 482 000 mètres cubes (2021 - 5 516 000 mètres cubes) et sa durée de vie restante estimative est de 144 ans (2021 - 118 ans).

La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est évaluée à 40 ans (2021 - 60 ans).

Assainissement des sites contaminés

L'Administration municipale comptabilise un passif environnemental à l'égard des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux liés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites.

Les charges totales estimatives non actualisées rattachées aux sites contaminés sont de 12 680 000 \$ (2021 - 11 687 000 \$) et le taux d'actualisation utilisé est de 4,58 % (2021 - 2,58 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	1 040 208 052	59 604 231	565 127	1 099 247 156
Eaux usées	116	1 804 514 246	103 441 274	1 763 624	1 906 191 896
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	2 086 056 936	67 140 779	5 078 707	2 148 119 008
Autres					
▪ Autres	118	732 686 529	129 614 768	1 732 156	860 569 141
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 825 022 765	121 159 178	363 693	1 945 818 250
Améliorations locatives	122	4 437 074	3 291 709	238 390	7 490 393
Véhicules	123	606 554 403	13 739 238	2 544 799	617 748 842
Ameublement et équipement de bureau	124	256 883 520	30 076 707	12 381 440	274 578 787
Machinerie, outillage et équipement divers	125	106 151 184	8 087 606	4 773 768	109 465 022
Terrains	126	503 454 650	34 909 518	(26 489 952)	564 854 120
Autres	127				
	128	8 965 969 359	571 065 008	2 951 752	9 534 082 615
Immobilisations en cours	129	532 965 368	40 258 625	25 745 089	547 478 904
	130	9 498 934 727	611 323 633	28 696 841	10 081 561 519
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	336 542 945	25 682 224	36 498	362 188 671
Eaux usées	132	814 942 744	42 459 491	112 479	857 289 756
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	817 267 914	70 629 941	4 527 562	883 370 293
Autres					
▪ Autres	134	269 512 541	34 235 846	1 653 626	302 094 761
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	648 728 691	41 688 445	370 200	690 046 936
Améliorations locatives	138	1 310 809	593 523	238 390	1 665 942
Véhicules	139	262 493 159	39 398 177	2 402 716	299 488 620
Ameublement et équipement de bureau	140	121 773 724	27 399 614	12 380 706	136 792 632
Machinerie, outillage et équipement divers	141	44 605 481	9 259 495	4 844 767	49 020 209
Autres	142				
	143	3 317 178 008	291 346 756	26 566 944	3 581 957 820
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	6 181 756 719			6 499 603 699
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

Au cours de l'exercice, l'Administration municipale a reçu sous forme d'apports des terrains et infrastructures servant d'assises de rues pour un montant de 22 416 840 \$ (2021 - 9 320 042 \$) et d'autres terrains et infrastructures pour un montant de 153 308 \$ (2021 - 69 773 \$).

Un montant de 160 704 996 \$ (2021 - 160 026 250 \$) est inclus dans les créditeurs et charges à payer relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles.

Un montant de 210 000 \$ (2021 - aucun) est inclus dans les débiteurs relativement au produit de cession d'une immobilisation corporelle.

Des immobilisations corporelles d'un montant de 103 728 \$ (2021 - 194 692 \$) ont été acquises en contrepartie de l'émission d'une dette à long terme. Cette transaction s'est effectuée sans effet sur la trésorerie.

Des terrains dont les coûts s'élèvent à 4 395 226 \$ (2021 - 4 315 032 \$) sont grevés d'affectations d'origine externe.

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	10 226 960	9 449 289
Immeubles industriels municipaux	149	33 202 900	33 228 125
Autres	150	4 093 011	5 193 474
	151	47 522 871	47 870 888
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152	250 573	469 929
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	47 272 298	47 400 959

Note

Au cours de l'exercice, l'Administration municipale a procédé à une réduction de valeur de ses propriétés destinées à la revente d'un montant de 6 361 700 \$ (2021 - 1 752 323 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	9 139 780	11 166 965
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Subventions reportées	168	4 617 659	9 837 821
▪ Autres	169	6 905 993	4 063 514
	170	20 663 432	25 068 300

Note

-

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

19. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats de location de machinerie, d'équipements divers et d'acquisitions de biens, de services pour le déneigement et la collecte des ordures, de services culturels et de subventions, l'Administration municipale s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 450 287 000 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	Total
266 641 000 \$	71 571 000 \$	43 412 000 \$	21 027 000 \$	12 361 000 \$	35 275 000 \$	450 287 000 \$

Les engagements de l'Administration municipale à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 327 707 000 \$. Ces engagements se matérialiseront en fonction de l'avancement des travaux d'investissement.

Le RTC s'est engagé par baux et par contrats de services, principalement pour des services de minibus privés, pour une période s'échelonnant entre 2023 et 2027, pour un montant de 9 556 000 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2023	2024	2025	2026	2027	Total
6 387 000 \$	1 426 000 \$	1 074 000 \$	430 000 \$	239 000 \$	9 556 000 \$

Les engagements du RTC à l'égard des activités d'investissement se chiffrent à 123 800 000 \$.

Le RTC a négocié un contrat d'approvisionnement en carburant auprès d'un fournisseur. De plus, afin de se prémunir des variations de prix, le RTC a négocié des ententes (contrats de couverture sur la fluctuation des prix des carburants) avec une institution financière. Pour la durée restante de ces ententes, soit de janvier 2023 à décembre 2026, la couverture s'applique sur un total de 27 000 000 litres de carburant.

La SOMHAC est engagée avec un organisme provincial dans une convention d'exploitation qui définit les engagements et obligations des parties. Cette convention d'exploitation est en vigueur jusqu'en 2039.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à la promotion, au développement économique, à la culture, à l'habitation et au tourisme, l'Administration municipale a conclu des ententes avec des gouvernements ou des organismes gouvernementaux. En vertu de ces ententes, les droits recevables sont estimés comme suit :

2023	2024	2025	2026	Total
68 185 000 \$	81 812 000 \$	5 121 000 \$	169 000 \$	155 287 000 \$

L'Administration municipale a conclu différentes ententes de services et contrats échéant jusqu'en 2040, se rapportant principalement à la vente de biens et services, aux prêts de ressources et à l'exploitation d'immeubles locatifs. En vertu de ces ententes, les droits recevables sont estimés comme suit :

2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivantes	Total
30 603 000 \$	12 902 000 \$	10 490 000 \$	10 143 000 \$	7 795 000 \$	57 732 000 \$	129 665 000 \$

En vertu de diverses ententes intervenues avec des partenaires, échéant jusqu'en 2040, l'Administration municipale recevra des sommes à titre de revenus locatifs et à titre de redevances notamment sur la location d'espaces, la vente de billets et de produits alimentaires ainsi que sur la vente de services en lien avec la tenue d'expositions. Le montant des droits recevables est en fonction du niveau de réalisation des ventes de biens et services.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans le cadre de programmes de subvention se rapportant principalement à des infrastructures et des bâtiments, l'Administration municipale a conclu des ententes avec des gouvernements dont la réception des sommes est conditionnelle à la réalisation de travaux ou au respect de critères, selon des échéances déterminées. En vertu de ces ententes, les droits recevables sont estimés à 126 800 000 \$.

En vertu d'ententes intervenues dans le cadre d'acquisitions et de cessions d'immobilisations corporelles, l'Administration municipale recevra des infrastructures et des sommes estimées à 37 893 000 \$ lors du transfert effectif de propriété.

Dans le cadre d'une entente intervenue avec un de ses partenaires en publicité, le RTC recevra des redevances minimales de 12 900 000 \$ d'ici au 31 décembre 2025. Ces redevances pourraient être plus élevées si les revenus publicitaires du partenaire dépassaient certains seuils.

Dans le cadre de programmes de subvention se rapportant à des travaux et à l'acquisition de véhicules et d'équipements, le RTC, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont signé des protocoles d'entente et d'aide financière dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser des sommes totalisant 30 200 000 \$. Le RTC estime que ces revenus de transfert seront comptabilisés entre 2023 et 2026.

Dans le cadre du Plan économique du Québec, le premier ministre du Québec et le maire de la Ville de Québec ont signé, le 16 mars 2018, une entente confirmant l'engagement du gouvernement du Québec pour le financement des dépenses admissibles du projet du tramway de Québec. La contribution du gouvernement du Québec aux dépenses admissibles du projet s'établit à un montant pouvant atteindre 1 865 000 000 \$. L'engagement du gouvernement du Canada s'établit à 1 200 000 000 \$, selon l'évolution des dépenses admissibles du projet. Au 31 décembre 2022, un montant de 924 600 000 \$ a été autorisé en contribution aux dépenses admissibles pour la réalisation des activités de planification et des travaux et activités préparatoires essentiels au projet. De cette contribution, le montant autorisé par le gouvernement du Québec s'établit à 758 400 000 \$. À la date des états financiers consolidés, des revenus de subvention cumulatifs de 267 600 000 \$ ont été constatés. Les droits contractuels recevables s'établissent à 657 000 000 \$ et devraient être constatés en 2023. Le 31 mars 2023, un montant de 237 427 000 \$ a été versé par le gouvernement du Québec pour la réalisation des travaux et activités préparatoires essentiels au projet. Ce versement est inclus dans la contribution autorisée de 758 400 000 \$ mentionnée précédemment et sera comptabilisé à titre de revenus reportés.

La SOMHAC a conclu des ententes se rapportant notamment à l'exploitation d'immeubles locatifs et recevra une somme de 4 093 000 \$ en 2023 en vertu de ces ententes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**21. Passifs éventuels****a) Cautionnements et garanties**

L'Administration municipale s'est engagée par voie de lettres de garantie irrévocables de 653 000 \$, échéant le 24 avril 2023, en faveur du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP). Ces lettres de garantie visent l'exploitation du lieu d'enfouissement et de l'incinérateur, pour des montants respectifs de 500 000 \$ et de 153 000 \$, le tout en conformité avec le *Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles*.

L'Administration municipale s'est également engagée par voie de lettres de garantie irrévocables de 2 090 000 \$, échéant les 6 octobre et 3 novembre 2023, en faveur du MELCCFP. Ces lettres de garantie visent le site de transbordement des résidus verts, le stockage des résidus agroalimentaires et le traitement biologique de matières organiques, le tout en conformité avec le *Règlement sur les garanties financières exigibles pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles*.

Ces lettres de garantie irrévocables doivent être renouvelées en conformité avec les exigences légales et réglementaires applicables.

L'Administration municipale est solidairement et conjointement responsable avec d'autres municipalités de dettes obligataires, de billets et d'autres titres de créances d'un organisme supramunicipal.

b) Autoassurance

L'Administration municipale est autoassureur en matière de biens municipaux et de responsabilité civile. Cette autoassurance ne couvre pas les organismes inclus dans le périmètre comptable. L'Administration municipale provisionne les sommes qu'elle juge nécessaires au règlement des réclamations.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2022, les réclamations pendantes non provisionnées contre l'Administration municipale s'élèvent à 71 315 000 \$. L'Administration municipale conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

L'Administration municipale fait face à un recours en contrôle judiciaire et en remboursement, intenté devant la Cour supérieure du Québec par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures (à titre d'intervenante). Par ce recours, les villes reconstituées contestent en partie le montant des quotes-parts qui leur ont été imposées pour les exercices financiers 2016 à 2021 (2016 à 2022 pour certains éléments spécifiques). L'Administration municipale a comptabilisé une provision sur la base de la meilleure information dont elle dispose au regard de ce recours. Par ailleurs, au cours de l'exercice financier 2022, des versements ont été effectués relativement aux exercices financiers 2016 à 2021 en contrepartie de quittances partielles pour mettre en œuvre les principes découlant de la décision rendue par la Cour d'appel du Québec en septembre 2021 dans le cadre du précédent recours portant sur les exercices financiers 2008 à 2015 (2008 à 2017 pour certains éléments spécifiques).

d) Autres**Environnement**

L'Administration municipale, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer aux lois et règlements portant sur la qualité de l'environnement. Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

22. Actifs éventuels

La Ville a intenté des poursuites en justice et a effectué des réclamations auprès d'instances gouvernementales. Au terme de ces procédures, l'Administration municipale et le RTC estiment qu'il est probable qu'ils récupèrent respectivement des sommes de 5 357 000 \$ et 1 600 000 \$. Pour l'estimation de ces sommes, la Ville a procédé à une évaluation spécifique de chaque actif éventuel en fonction des informations disponibles.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Administration municipale – Quotes-parts

Au cours de l'exercice financier 2021, la Cour d'appel du Québec a rendu son jugement concernant le recours en contrôle judiciaire et en remboursement intenté par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures (à titre d'intervenante) au regard des quotes-parts qui leur ont été imposées pour les exercices financiers 2008 à 2015. Les éléments du jugement, de même que les principes découlant de la décision rendue par la Cour d'appel du Québec dans le cadre de ce recours, pour lesquels les paramètres de comptabilisation sont définis, ont fait l'objet d'un retraitement. L'Administration municipale a donc procédé au retraitement de la quote-part attribuable au financement des activités d'investissement, aux dépenses mixtes et aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs en fonction des versements mentionnés à la note 21 C). Les soldes suivants de l'exercice comparatif au 31 décembre 2021 ont été corrigés :

État consolidé des résultats	2021 Augmentation (Diminution)	
Revenus	(4 927 868)	\$
Charges	(4 927 868)	

Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice courant.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette présentent des données budgétaires consolidées, ajustées conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'Administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Le budget non consolidé adopté par l'Administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

Les ajustements requis au budget adopté par l'Administration municipale et ses organismes contrôlés afin de se conformer aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont les suivants : les apports des terrains et infrastructures servant d'assises de rues, les revenus et les frais de gestion de placements de portefeuille, la charge d'amortissement des immobilisations corporelles et les charges autofinancées.

Le tableau suivant présente le sommaire des ajustements aux données budgétaires consolidées :

	Budget adopté		Budget au rapport financier	
Revenus	2 205 088 603	\$	2 271 265 987	\$
Charges	1 436 947 646		1 774 331 508	
Excédent de l'exercice	768 140 957		496 934 479	
Conciliation à des fins fiscales	768 140 957		496 934 479	
Excédent de l'exercice à des fins fiscales	0	\$	0	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Des informations détaillées concernant les ajustements requis aux budgets adoptés par l'Administration municipale et ses organismes contrôlés afin de se conformer aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont également présentées dans les renseignements financiers non audités, rapprochement des données budgétaires.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 126 712 959	1 182 150 934	1 187 406 454			1 186 035 299
Compensations tenant lieu de taxes	2	118 865 686	123 506 779	118 226 503			116 062 309
Quotes-parts	3	39 782 800	41 146 617	41 146 617		135 317 400	41 146 617
Transferts	4	102 109 254	115 174 072	175 800 875		69 280 872	241 279 327
Services rendus	5	65 832 457	77 914 526	81 284 755		74 919 981	154 917 506
Imposition de droits	6	66 607 362	44 068 757	75 990 952			75 990 952
Amendes et pénalités	7	17 064 493	21 361 946	19 471 901			19 471 901
Revenus de placements de portefeuille	8	14 031 655	11 031 202	21 934 007		35 945	21 969 952
Autres revenus d'intérêts	9	9 508 766	12 392 954	21 370 552		603 941	21 974 493
Autres revenus	10	11 511 839	3 429 604	20 394 301		2 464 112	17 082 162
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 572 027 271	1 632 177 391	1 763 026 917		282 622 251	1 895 930 518
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	137 136 848	177 294 619	119 306 717		71 846 300	194 484 457
Imposition de droits	16	1 069 842	1 991 503	3 228			3 228
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	9 320 042	33 572 055	22 416 840			22 416 840
Autres	18	15 916 902	230 227 349	17 533 168			13 956 633
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	163 443 634	443 085 526	159 259 953		71 846 300	230 861 158
	22	1 735 470 905	2 075 262 917	1 922 286 870		354 468 551	2 126 791 676
Charges							
Administration générale	23	158 185 073	153 448 690	151 475 160	7 353 505		158 827 287
Sécurité publique	24	236 141 629	249 002 228	254 349 484	11 982 852		266 317 933
Transport	25	297 775 796	316 865 122	332 452 644	89 923 769	297 930 436	570 756 040
Hygiène du milieu	26	180 669 226	222 619 933	213 821 223	83 151 146		296 972 369
Santé et bien-être	27	17 261 590	25 478 941	36 305 607		6 241 419	41 175 871
Aménagement, urbanisme et développement	28	138 263 645	129 128 800	153 900 202	6 242 249		160 142 451
Loisirs et culture	29	157 736 092	183 120 319	176 994 404	47 892 646		224 882 730
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	68 123 674	63 613 194	63 990 338		7 832 542	71 351 900
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	262 423 746	268 354 000	246 546 167 (	246 546 167)		
	34	1 516 580 471	1 611 631 227	1 629 835 229		312 004 397	1 790 426 581
Excédent (déficit) de l'exercice	35	218 890 434	463 631 690	292 451 641		42 464 154	336 365 095

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	218 890 434	463 631 690	292 451 641	336 365 095
Moins : revenus d'investissement	2 (	163 443 634)	443 085 526)	159 259 953)	230 861 158)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	55 446 800	20 546 164	133 191 688	(29 382 146)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	262 423 746	268 354 000	246 546 167	46 798 674
Produit de cession	5	2 901 210	6 500 000	5 026 342	223 950
(Gain) perte sur cession	6	(1 048 119)		(1 332 186)	(203 125)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(8 742 960)		(1 544 097)	(1 544 097)
	8	255 533 877	274 854 000	248 696 226	46 819 499
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	2 588 032		568 837	568 837
Réduction de valeur / Reclassement	10	10 495 283		7 905 797	7 905 797
	11	13 083 315		8 474 634	8 474 634
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	1 583 569		4 997 383	4 997 383
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(60 710)		(151 327)	(151 327)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	25 337 509		11 814 281	350
	15	26 860 368		16 660 337	350
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	48 535 742	52 062 401	39 873 204	248 920
Remboursement de la dette à long terme	17 (	186 145 037)	196 110 347)	254 276 603)	11 740 100)
	18	(137 609 295)	(144 047 946)	(214 403 399)	(11 491 180)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	153 196 814)	157 464 083)	141 710 188)	9 099 571)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 500 000	3 779 276	3 580 000	3 580 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	43 920 709	23 327 219	32 958 655	32 958 655
Réserves financières et fonds réservés	22	(59 021 832)	(15 744 169)	(33 341 297)	158 768
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 925)	(5 250 461)	11 628 980	(420 107)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(156 847 862)	(151 352 218)	(126 883 850)	(9 360 910)
	26	1 020 403	(20 546 164)	(67 456 052)	25 967 759
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	56 467 203		65 735 636	(3 414 387)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021		Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	163 443 634	159 259 953	71 846 300	230 861 158
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(10 408 473)	(8 120 350)	()	(8 120 350)
Sécurité publique	3	(40 534 078)	(85 785 059)	()	(85 785 059)
Transport	4	(177 259 460)	(207 869 850)	(29 122 838)	(236 402 916)
Hygiène du milieu	5	(256 833 697)	(198 343 887)	()	(198 343 887)
Santé et bien-être	6	()	()	(2 876 459)	(2 876 459)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(4 932 188)	(17 868 595)	()	(17 868 595)
Loisirs et culture	8	(82 502 075)	(61 926 367)	()	(61 926 367)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()	()
	11	(572 469 971)	(579 914 108)	(31 999 297)	(611 323 633)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(5 507 335)	(8 126 617)	()	(8 126 617)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	(34 538 024)	(16 102 333)	(3 414 387)	(19 516 720)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	165 052 199	192 066 911	16 888 500	208 955 411
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	153 196 814	141 710 188	9 099 571	150 809 759
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	7 949 427	27 265 713		27 265 713
Excédent de fonctionnement affecté	17	61 400 000	200 000		200 000
Réserves financières et fonds réservés	18	36 355 975	13 969 951		13 969 951
	19	258 902 216	183 145 852	9 099 571	192 245 423
	20	(188 560 915)	(228 930 295)	(9 425 613)	(237 766 136)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(25 117 281)	(69 670 342)	62 420 687	(6 904 978)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	695 737 665	224 611 835	56 031 320	280 643 155
Débiteurs (note 5)	2	811 874 498	820 077 028	378 216 518	1 189 013 674
Prêts (note 6)	3	34 514 175	33 956 171		33 956 171
Placements de portefeuille (note 7)	4	351 343 826	924 025 885	3 414 037	927 439 922
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	469 929	250 573		250 573
	8	1 893 940 093	2 002 921 492	437 661 875	2 431 303 495
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	61 700 000	47 500 000		47 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	480 318 554	481 661 434	69 704 564	542 086 126
Revenus reportés (note 12)	12	201 184 511	335 744 109	37 977 362	373 721 471
Dettes à long terme (note 13)	13	2 050 905 856	2 019 647 251	337 703 807	2 357 351 058
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	364 929 800	351 082 800	49 155 300	400 238 100
Autres passifs (note 14)	15	78 517 633	147 675 412		24 781 987
	16	3 237 556 354	3 383 311 006	494 541 033	3 745 678 742
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 343 616 261)	(1 380 389 514)	(56 879 158)	(1 314 375 247)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 663 509 315	5 994 727 197	528 949 058	6 499 603 699
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	47 400 959	47 272 298		47 272 298
Stocks de fournitures	20	15 600 340	18 623 242	6 677 843	25 301 085
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	21 066 978	16 179 749	127 377 108	20 663 432
	23	5 747 577 592	6 076 802 486	663 004 009	6 592 840 514
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	139 703 394	109 441 617	(2 871 453)	107 133 264
Excédent de fonctionnement affecté	25	101 880 976	145 916 722	9 698 124	155 051 746
Réserves financières et fonds réservés	26	281 877 361	301 030 258	5 201 042	306 231 300
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(184 576 105)	(167 277 592)	(1 295 436)	(165 982 156)
Financement des investissements en cours	28	(114 075 172)	(195 569 765)	145 076 869	(50 492 896)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	4 179 150 877	4 502 871 732	447 724 833	4 926 524 009
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	4 403 961 331	4 696 412 972	606 124 851	5 278 465 267
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	465 493 726	482 210 204	620 221 333	585 620 244
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	111 436 826	107 185 785	139 841 008	142 383 569
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5			(521 558)	330 409
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7		656 810	636 708	611 692
Autres biens et services	8	423 517 184	426 853 888	498 588 076	407 720 755
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	39 766 166	40 085 046	44 537 251	40 482 529
D'autres organismes municipaux	10				47
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	13 084 029	12 942 396	14 956 899	15 644 176
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	10 762 999	10 962 896	11 857 750	15 975 994
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	138 596 222	138 584 349	3 266 949	3 216 297
Transferts	15	5 000	1 729	1 729	2 204
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17	116 600 556	165 900 174	165 900 174	80 271 269
Autres	18		5 220 162	7 068 310	2 595 886
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	268 354 000	246 546 167	291 346 756	302 513 154
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	24 014 519	(7 314 377)	(7 274 804)	54 655 509
	22				
	23				
	24	1 611 631 227	1 629 835 229	1 790 426 581	1 652 023 734

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	482 271	536 030
Autres revenus	3	42 245 097	64 600
	4	42 727 368	600 630
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5	134 067	
Variation de la provision pour moins-value	6	(30 259 167)	25 389 702
Autres créances douteuses	7		
	8	(30 125 100)	25 389 702
Autres charges	9	41 953 597	
	10	11 828 497	25 389 702
Excédent (déficit) de l'exercice	11	30 898 871	(24 789 072)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	8 204 989	9 179 997
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	256 466	356 954
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	23 485 297	53 604 392
Provision pour moins-value	16	(1 396 804)	(31 685 975)
	17	22 088 493	21 918 417
	18	30 549 948	31 455 368
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dettes à long terme	21	32 493 861	64 298 152
	22	32 493 861	64 298 152
Solde du Fonds local d'investissement	23	(1 943 913)	(32 842 784)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	7 904 989	9 179 997
Supportant les engagements de prêts	25	300 000	
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	8 204 989	9 179 997

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts portent intérêt à des taux variant de 1,00 % à 11,75 % (2021 - 1,00 % à 11,75 %) ou sont sans intérêts. Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2023 et 2034 (2021 - 2022 et 2034).

Note sur la dette à long terme

Emprunts sans intérêts, remboursables selon les modalités prévues aux contrats de prêt. Aux échéances, les 1^{er} juin 2029 et 31 mars 2030, les montants remboursables seront déterminés selon les actifs recouvrables assujettis.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

En vertu d'obligations contractuelles, l'Administration municipale a un engagement à effectuer un versement de 300 000 \$ pour un prêt au 31 décembre 2022 (2021 - aucun).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

-

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont principalement composés de revenus de transfert pour un montant de 41 953 597 \$ (2021 - aucun) du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, dans le cadre du programme d'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME).

Les autres charges sont composées de contributions versées à des entreprises pour un montant de 41 953 597 \$ (2021 - aucun) dans le cadre du PAUPME.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7		
	8		
Intérêts sur la dette à long terme	9		
Autres charges	10		
	11		
Excédent (déficit) de l'exercice	12		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	319 076	319 076
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16		
Provision pour moins-value	17	()	()
	18		
	19	319 076	319 076
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22		
	23		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	319 076	319 076
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	319 076	319 076
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	319 076	319 076
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	319 076	319 076

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	107 133 264	140 744 372
Excédent de fonctionnement affecté	2	155 051 746	110 992 205
Réserves financières et fonds réservés	3	306 231 300	287 237 171
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(165 982 156)	(183 653 199)
Financement des investissements en cours	5	(50 492 896)	(31 316 140)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	4 926 524 009	4 618 095 763
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 278 465 267	4 942 100 172
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	109 441 617	139 703 394
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(2 308 353)	1 040 978
	11	107 133 264	140 744 372
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Anciennes villes	12	466 297	466 297
▪ Nouvelle ville	13	145 450 425	101 414 679
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	145 916 722	101 880 976
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RTC	22	9 135 024	9 111 229
▪	23		
▪	24		
	25	9 135 024	9 111 229
	26	155 051 746	110 992 205

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Appui développement économique	27 1 782 424	1 790 643
▪ Grands événements	28 3 691 309	4 056 569
▪ Déficit actuariel ex-Québec	29 271 004 119	252 467 711
▪ Entrepreneuriat	30 2 438 168	2 360 468
▪ Autres	31 4 775 802	3 550 597
	32 283 691 822	264 225 988
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 437 662	1 333 956
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41 1 182 361	1 131 155
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43 8 461 455	9 536 951
Fonds local de solidarité	44 319 076	319 076
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 1 300 000	
Autres		
▪ Cession immeubles ind mun	46 2 201 481	2 905 219
▪ Autres	47 8 637 443	7 784 826
	48 22 539 478	23 011 183
	49 306 231 300	287 237 171

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (101 914 421)(	93 489 128)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 () ()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 () ()
Autres	54 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 () ()
	56 (101 914 421)(	93 489 128)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 (4 823 352)(	5 103 105)
Assainissement des sites contaminés	58 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 () ()
Autres		
▪ Litiges	60 (25 000 000)(	25 000 000)
▪	61 () ()
	62 (131 737 773)(	123 592 233)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 () ()
Utilisation du fonds de roulement	66 () ()
Autres		
▪	67 () ()
▪	68 () ()
	69 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 () ()
Mesure relative à la COVID-19	71 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (1 778 259)(	1 358 152)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 (32 493 861)(	64 298 152)
Autres		
▪ DLT liée au fonds d'amort	74 (20 000 000)(	20 000 000)
▪ DLT liée au PL 54	75 (2 200 973)(	15 305 011)
	76 (56 473 093)(	100 961 315)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77 (14 372 652)	6 259 054
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78 13 217 433	11 799 971
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79 22 088 493	21 918 418
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪ Autres débiteurs	81 1 295 436	922 906
	82 22 228 710	40 900 349
	83 (165 982 156)(	183 653 199)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84	324 244 987	240 961 892
Investissements à financer	85 (	374 737 883)(	272 278 032)
	86	(50 492 896)	(31 316 140)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	6 499 603 699	6 181 756 719
Propriétés destinées à la revente	88	47 522 871	47 870 888
Prêts	89	33 956 171	34 514 175
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	3 414 037	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	6 584 496 778	6 264 141 782
Ajustements aux éléments d'actif	93	(22 088 493)	(21 918 418)
	94	6 562 408 285	6 242 223 364
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95 (	2 357 351 058)(	2 309 288 151)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	10 437 170)(	9 912 143)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	704 446 305	616 999 130
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	36 473 093	80 961 316
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99		
	100 (	1 626 868 830)(	1 621 239 848)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	9 015 446)(	2 887 753)
	102 (	1 635 884 276)(	1 624 127 601)
	103	4 926 524 009	4 618 095 763

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	9
Régimes supplémentaires de retraite	2	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

L'Administration municipale offre à ses employés six régimes de retraite enregistrés auprès de l'organisme Retraite Québec. Ces régimes de retraite sont capitalisés et prévoient le versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et la rémunération admissible. Des règlements modifiés des régimes de retraite sont adoptés ou en processus d'adoption par le conseil d'agglomération. Les évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2018 (régime de retraite des employés manuels) et en date du 31 décembre 2021 (régimes de retraite autres que celui des employés manuels) établissaient :

Pour le service accumulé avant le 1^{er} janvier 2014 (volet antérieur) :

- Un déficit actuariel sur le compte général à 326,7 M \$;
- Un ratio de capitalisation moyen de 85,5 % sur le compte général et de 100,2 % sur l'actif total;
- Une valeur des obligations constituées de 2 258,9 M \$.

Pour le service accumulé à compter du 1^{er} janvier 2014 (volet courant) :

- Un déficit actuariel sur le compte général à 0,2 M \$;
- Un ratio de capitalisation moyen de 100,0 % sur le compte général et de 125,9 % sur l'actif total;
- Une valeur des obligations constituées de 554,8 M \$.

Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues au 31 décembre 2021 pour le régime de retraite des employés manuels et au 31 décembre 2024 pour les régimes de retraite autres que celui des employés manuels. Ces évaluations seront disponibles au cours des exercices financiers 2023 et 2025 respectivement.

Depuis la reprise, en 2015, des opérations liées à la station de traitement des boues et du centre de récupération, l'Administration municipale offre deux régimes de retraite capitalisés et enregistrés auprès de l'organisme Retraite Québec auxquels les employés actifs visés par la transaction ont participé jusqu'au 31 décembre 2021. Les évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2020 établissaient un excédent actuariel sur l'actif total à 0,7 M \$, un ratio de capitalisation moyen de 103,9 % sur l'actif total et une valeur des obligations constituées de 17,8 M \$.

Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues au 31 décembre 2023 et seront disponibles au cours de l'exercice financier 2024.

Le RTC offre à ses employés un régime de retraite enregistré auprès de l'organisme Retraite Québec. Les dispositions du régime capitalisé prévoient que le versement des prestations est égal à 1,9 % du salaire de l'année indexé annuellement. À compter du 1^{er} janvier 2022, ce pourcentage est passé à 2,0 %. L'évaluation actuarielle du régime de retraite du RTC en date du 31 décembre 2019 établissait :

Pour le service accumulé avant le 1^{er} janvier 2014 (volet antérieur) :

- Un excédent actuariel sur le compte général à 14,0 M \$;
- Un ratio de capitalisation moyen de 103,0 % sur le compte général et de 114,3 % sur l'actif total;
- Une valeur des obligations constituées de 473,2 M \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour le service accumulé à compter du 1^{er} janvier 2014 (volet courant) :

- Un déficit actuariel sur le compte général à 1,4 M \$;
- Un ratio de capitalisation moyen de 98,5 % sur le compte général et de 102,7 % sur l'actif total;
- Une valeur des obligations constituées de 97,8 M \$.

La prochaine évaluation actuarielle est prévue au 31 décembre 2022 et sera disponible au cours de l'exercice financier 2023.

L'Administration municipale et le RTC offrent également un régime supplémentaire de retraite.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) (la Loi) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la Loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette Loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même Loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement était donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Les parties peuvent demander une autorisation d'appel auprès du registraire de la Cour suprême du Canada. À la date de mise au point définitive des états financiers, les intentions des parties ne sont pas déterminables. De plus, le volet réparation n'ayant pas été arrêté par la Cour supérieure du Québec, les modalités qui en découleront, voire les modifications législatives qui pourraient être requises pour y donner suite, sont inconnues. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de celles-ci et du jugement rendu en première instance, et maintenu en appel, n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(288 448 400)	(300 132 600)
Charge de l'exercice	4 (	52 959 900)(	60 700 400)
Cotisations versées par l'employeur	5	75 034 600	72 384 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(266 373 700)	(288 448 400)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	3 712 154 100	3 542 509 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	3 754 426 600)(	3 673 596 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(42 272 500)	(131 087 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(224 002 200)	(157 316 400)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(266 274 700)	(288 403 400)
Provision pour moins-value	12 (	99 000)(	45 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(266 373 700)	(288 448 400)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	5	9
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	1 110 603 000	2 537 170 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	1 152 989 500)(	2 668 257 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	42 386 500)(	131 087 300)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	114 961 900	107 688 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	45 100	(661 600)
	20	115 007 000	107 026 900
Cotisations salariales des employés	21 (	63 736 600)(	58 273 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23	51 270 400	48 753 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(4 504 600)	800 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(45 100)	4 283 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	54 000	(3 180 000)
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	46 774 700	50 656 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	218 153 000	208 140 600
Rendement espéré des actifs	33 (	211 967 800)(	198 096 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	6 185 200	10 043 700
Charge de l'exercice	35	52 959 900	60 700 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 229 772 000	302 484 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (211 973 800)(	198 096 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 17 798 200	104 387 100
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 53 127 300	(59 227 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 198 893 500	194 407 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 3 499 249 100	3 746 606 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 2 200 973	15 305 011
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 6 849 500	8 568 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 62 237 000	69 632 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 315 882 400	244 683 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,32 %	6,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,32 %	6,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,64 %	2,61 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	3
Autres avantages sociaux futurs	54	3

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs comprennent certaines allocations de rentes, la couverture de soins de santé et d'assurance vie et les coûts liés aux employés ayant le statut de personnes en incapacité professionnelle.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (125 689 300)	(116 234 400)
Charge de l'exercice	56 (10 395 400)	(11 734 700)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 2 220 300	2 279 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (133 864 400)	(125 689 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (99 684 700)	(139 980 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (99 684 700)	(139 980 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (34 179 700)	14 291 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (133 864 400)	(125 689 300)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (133 864 400)	(125 689 300)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 6	6
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (99 684 700)	(139 980 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (99 684 700)	(139 980 600)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 4 616 400	5 374 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 4 616 400	5 374 700
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 4 616 400	5 374 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 2 244 900	3 519 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 6 861 300	8 893 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 3 534 100	2 841 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 3 534 100	2 841 000
Charge de l'exercice	87 10 395 400	11 734 700
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 46 226 100	15 239 300
Prestations versées au cours de l'exercice	92 2 190 300	2 279 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,89 %	2,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,37 %	2,14 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,56 %	5,68 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,93 %	3,93 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2037	2037
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____ 3

Description des régimes et autres renseignements

L'Administration municipale agit à titre de participante au Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), au Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) et au Régime de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats (RRCJQ).

Ces régimes sont des régimes de retraite à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. De tels régimes constituent des régimes interemployeurs.

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	360 966
	112	571 576 360 966

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	22 22

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Le RREM et le RPSEM sont des régimes de retraite à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ces régimes constituent des régimes interemployeurs.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	125 978	116 795
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	424 544	393 600
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	469 827	475 488
	123	894 371	869 088

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

Compétences d'agglomération



RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 200 000	3 223 655	3 409 342
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	733 433 761	733 433 761	676 766 829
Transferts	4	54 174 404	111 188 675	49 127 007
Services rendus	5	49 830 556	56 132 082	45 960 832
Imposition de droits	6	152 411	169 553	205 671
Amendes et pénalités	7	8 842 517	9 866 034	7 930 863
Revenus de placements de portefeuille	8		5 750 182	547 964
Autres revenus d'intérêts	9	3 854 210	8 478 999	3 988 216
Autres revenus	10	3 151 347	12 923 817	3 572 908
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	856 639 206	941 166 758	791 509 632
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	132 970 256	52 005 851	70 649 981
Imposition de droits	16	1 244 689	157	135 499
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18	225 726 599	6 350 387	6 805 140
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	359 941 544	58 356 395	77 590 620
	22	1 216 580 750	999 523 153	869 100 252
Charges				
Administration générale	23	75 432 809	72 609 338	66 372 976
Sécurité publique	24	240 206 395	246 656 903	229 257 734
Transport	25	170 310 737	171 079 938	154 161 726
Hygiène du milieu	26	135 255 986	120 039 472	102 662 185
Santé et bien-être	27	20 576 780	30 485 923	10 210 066
Aménagement, urbanisme et développement	28	57 938 616	77 439 301	71 940 653
Loisirs et culture	29	32 143 093	28 950 578	22 145 166
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	12 513 900	23 922 294	23 207 487
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	744 378 316	771 183 747	679 957 993
Excédent (déficit) de l'exercice	34	472 202 434	228 339 406	189 142 259

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	472 202 434	228 339 406	189 142 259
Moins : revenus d'investissement	2 (	359 941 544)(	58 356 395)(	77 590 620)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	112 260 890	169 983 011	111 551 639
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		169 304	338 672
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		169 304	338 672
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		4 011 409	762 332
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		11 814 281	25 337 509
	15		15 825 690	26 099 841
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	22 543 356	24 189 326	46 398 785
Remboursement de la dette à long terme	17 (	76 048 821)(	111 166 122)(	55 175 902)
	18	(53 505 465)	(86 976 796)	(8 777 117)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	61 721 940)(	53 243 997)(	57 754 198)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		1 080 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	107 828	2 130 225	15 722
Réserves financières et fonds réservés	22	5 737 637	(13 622 722)	(41 250 377)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 878 950)	(279 753)	(1 203 755)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(58 755 425)	(63 936 247)	(100 192 608)
	26	(112 260 890)	(134 918 049)	(82 531 212)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		35 064 962	29 020 427

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022	2021
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	58 356 395	77 590 620
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	4 629 032)(	5 295 120)
Sécurité publique	3 (	81 277 908)(	33 843 405)
Transport	4 (	116 880 183)(	103 475 030)
Hygiène du milieu	5 (	83 504 101)(	142 992 600)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 212 801)(	404 458)
Loisirs et culture	8 (	9 957 756)(	17 897 639)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	299 461 781)(	303 908 252)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	288 081)(	128 649)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	14 469 951)(	32 436 235)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	127 441 352	80 538 892
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	53 243 997	57 754 198
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	6 009 830	787 550
Excédent de fonctionnement affecté	17		21 400 000
Réserves financières et fonds réservés	18	13 969 951	36 355 975
	19	73 223 778	116 297 723
	20	(113 554 683)	(139 636 521)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(55 198 288)	(62 045 901)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	287 936 142	297 332 725	274 723 909
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	68 417 817	64 216 796	62 731 612
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7		549 292	505 901
Autres biens et services	8	184 572 789	171 166 709	128 531 260
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	16 107 016	14 326 729	12 158 534
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 822 937	5 874 368	6 158 051
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	(10 416 053)	3 721 197	4 890 902
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	135 317 400	135 317 400	129 824 900
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	49 019 181	111 483 960	38 123 737
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21	6 601 087	(32 805 429)	22 309 187
	22			
	23			
	24	744 378 316	771 183 747	679 957 993

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	47 696 942	39 548 704
Excédent de fonctionnement affecté	2	26 033 181	7 265 848
Réserves financières et fonds réservés	3	19 257 675	19 537 021
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(49 336 570)	(78 953 671)
Financement des investissements en cours	5	(202 369 977)	(141 790 949)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Anciennes villes	9	295 591	295 591
▪ Nouvelle Ville	10	25 737 590	6 970 257
▪	11		
▪	12		
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
	18	26 033 181	7 265 848

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Appui développement économique	19	1 782 424	1 790 643
▪ ACCORD Capitale Nationale	20	200 926	194 526
▪ Pérennité Centre Vidéotron	21	4 500 000	3 000 000
▪ Entrepreneuriat	22	2 438 168	2 360 468
▪ Service de la dette	23		
	24	8 921 518	7 345 637
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	411 341	1 240 491
Montant non réservé	27	1 144 285	1 094 866
Fonds local d'investissement	28	8 461 455	9 536 951
Fonds local de solidarité	29	319 076	319 076
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	30		
Autres			
▪	31		
▪	32		
	33	10 336 157	12 191 384
	34	19 257 675	19 537 021

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 (	4 823 352)(
Assainissement des sites contaminés	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪ Litige	45 (	25 000 000)(
▪	46 ()(
	47 (	29 823 352)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	50 ()(
Utilisation du fonds de roulement	51 ()(
Autres		
▪	52 ()(
▪	53 ()(
	54 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	55 ()(
Mesure relative à la COVID-19	56 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	57 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	58 (	32 493 861)(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 (	32 493 861)(

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	62 (9 107 850)	(6 470 832)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	63	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	64 22 088 493	21 918 418
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	65	
Autres	66	
	67 12 980 643	15 447 586
	68 (49 336 570)	(78 953 671)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	69 58 839 485	51 968 086
Investissements à financer	70 (261 209 462)	(193 759 035)
	71 (202 369 977)	(141 790 949)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

Compétences de nature locale



RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	1 178 950 934	1 184 182 799	1 123 303 617
Compensations tenant lieu de taxes	2	123 506 779	118 226 503	118 865 686
Quotes-parts	3			
Transferts	4	60 999 668	64 612 200	52 982 247
Services rendus	5	28 083 970	25 152 673	19 871 625
Imposition de droits	6	43 916 346	75 821 399	66 401 691
Amendes et pénalités	7	12 519 429	9 605 867	9 133 630
Revenus de placements de portefeuille	8	11 031 202	16 183 825	13 483 691
Autres revenus d'intérêts	9	8 538 744	12 891 553	5 520 550
Autres revenus	10	278 257	6 138 298	6 890 812
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	1 467 825 329	1 512 815 117	1 416 453 549
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	44 324 363	67 300 866	66 486 867
Imposition de droits	16	746 814	3 071	934 343
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	33 572 055	22 416 840	9 320 042
Autres	18	4 500 750	11 182 781	9 111 762
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21	83 143 982	100 903 558	85 853 014
	22	1 550 969 311	1 613 718 675	1 502 306 563
Charges				
Administration générale	23	159 366 322	155 911 199	166 870 018
Sécurité publique	24	229 112 814	228 437 987	221 784 848
Transport	25	305 876 014	318 504 180	290 576 190
Hygiène du milieu	26	214 453 062	206 050 500	178 171 588
Santé et bien-être	27	23 395 283	32 468 437	16 480 265
Aménagement, urbanisme et développement	28	125 437 453	146 748 073	134 141 798
Loisirs et culture	29	182 445 813	176 204 039	158 241 867
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	51 099 294	40 068 044	44 916 187
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	1 291 186 055	1 304 392 459	1 211 182 761
Excédent (déficit) de l'exercice	34	259 783 256	309 326 216	291 123 802

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	259 783 256	309 326 216	291 123 802
Moins : revenus d'investissement	2 (	83 143 982)(	100 903 558)(	85 853 014)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	176 639 274	208 422 658	205 270 788
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5	6 500 000	4 857 038	2 562 538
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		(1 544 096)	(8 742 960)
	8	6 500 000	3 312 942	(6 180 422)
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		568 837	2 588 032
Réduction de valeur / Reclassement	10		7 905 796	10 495 283
	11		8 474 633	13 083 315
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		985 974	821 237
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		(151 327)	(60 710)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		834 647	760 527
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	29 519 045	9 213 046	3 460 692
Remboursement de la dette à long terme	17 (	120 061 526)(	143 110 481)(	130 969 135)
	18	(90 542 481)	(133 897 435)	(127 508 443)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	95 742 143)(	88 466 191)(	95 442 616)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 779 276	2 500 000	11 500 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	23 219 391	30 828 430	43 904 987
Réserves financières et fonds réservés	22	(21 481 806)	(19 718 575)	(17 771 455)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 371 511)	18 379 565	(169 905)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(92 596 793)	(56 476 771)	(57 978 989)
	26	(176 639 274)	(177 751 984)	(177 824 012)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		30 670 674	27 446 776

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	100 903 558	85 853 014
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	3 491 318)(	5 113 353)
Sécurité publique	3 (	4 507 151)(	6 690 673)
Transport	4 (	90 989 667)(	73 784 430)
Hygiène du milieu	5 (	114 839 786)(	113 841 097)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	14 655 794)(	4 527 730)
Loisirs et culture	8 (	51 968 611)(	64 604 436)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	280 452 327)(	268 561 719)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	7 838 536)(	5 378 686)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	1 632 382)(	2 101 789)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	64 625 559	84 513 307
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	88 466 191	95 442 616
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	21 255 883	7 161 877
Excédent de fonctionnement affecté	17	200 000	40 000 000
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	109 922 074	142 604 493
	20	(115 375 612)	(48 924 394)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(14 472 054)	36 928 620

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	177 557 584	184 877 479	179 392 869
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	43 019 009	42 968 989	46 337 193
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7		107 518	117 950
Autres biens et services	8	238 944 395	255 687 179	225 019 842
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	23 659 150	25 758 317	27 142 733
D'autres organismes municipaux	10			47
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 261 092	7 068 028	7 389 989
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	21 179 052	7 241 699	10 383 418
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	695 565 966	695 554 093	640 200 326
Transferts	15	5 000	1 729	2 204
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	67 581 375	54 416 214	42 147 532
Autres	18		5 220 162	719 213
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21	17 413 432	25 491 052	32 329 445
	22			
	23			
	24	1 291 186 055	1 304 392 459	1 211 182 761

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	61 744 675	100 154 690
Excédent de fonctionnement affecté	2	119 883 541	94 615 128
Réserves financières et fonds réservés	3	281 772 583	262 340 340
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(117 941 022)	(105 622 434)
Financement des investissements en cours	5	6 800 212	27 715 777
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Anciennes villes	9	170 706	170 706
▪ Nouvelle ville	10	119 712 835	94 444 422
▪	11		
▪	12		
▪	13		
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
	18	119 883 541	94 615 128

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪ Déficit actuariel ex-Québec	19	271 004 119	252 467 711
▪ Élections	20		340 795
▪ Fonds infrastructures	21	6 326	6 326
▪ Grands événements	22	3 691 309	4 056 569
▪ Service de la dette	23	68 550	8 950
	24	274 770 304	256 880 351
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26	26 321	93 465
Montant non réservé	27	38 076	36 289
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	30	1 300 000	
Autres			
▪ Cession immeubles ind mun	31	2 201 481	2 905 219
▪ Autres	32	3 436 401	2 425 016
	33	7 002 279	5 459 989
	34	281 772 583	262 340 340

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (101 914 421)	(93 489 128)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 (101 914 421)	(93 489 128)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 ()	()
Assainissement des sites contaminés	43 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45 ()	()
▪	46 ()	()
	47 (101 914 421)	(93 489 128)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	50 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	51 ()	()
Autres		
▪	52 ()	()
▪	53 ()	()
	54 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	55 ()	()
Mesure relative à la COVID-19	56 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	57 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	58 ()	()
Autres		
▪ DLT liée au fds d'amort	59 (20 000 000)	(20 000 000)
▪ DLT liée au PL 54	60 (2 200 973)	(15 305 011)
	61 (22 200 973)	(35 305 011)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	62 (7 043 061)	11 371 734
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	63 13 217 433	11 799 971
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	64	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	65	
Autres	66	
	67 6 174 372	23 171 705
	68 (117 941 022)(	105 622 434)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	69 94 229 299	76 891 070
Investissements à financer	70 (87 429 087)(	49 175 293)
	71 6 800 212	27 715 777

TABLEAU DE VENTILATION

Dépenses mixtes par
compétences



RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil de la
Ville de Québec,

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes de la **VILLE DE QUÉBEC** (Ville) entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (tableau).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement R.A.V.Q. 1435 adopté par le conseil d'agglomération le 22 décembre 2021 (exigences réglementaires).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.¹
Société de comptables professionnels agréés
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC Canada G1W 5C4

 CPA auditeur

Daniel Rancourt, CPA auditeur
Vérificateur général de la Ville de Québec
RC12-305 rue Racine
Québec QC G2B 1E7

Le 25 mai 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A125052

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022					2021		Réalizations
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total		
		Budget	Réalizations	Budget	Réalizations	Réalizations	Budget	Réalizations	
Dépenses									
Administration générale	1	55 346 353	50 886 793	114 622 015	104 832 995	58 084 136	106 579 955	97 635 652	97 309 159
Sécurité publique	2	21 969 145	21 242 372	27 282 877	26 937 337	24 261 435	24 090 664	23 918 274	20 840 479
Transport	3	27 974 927	29 610 067	173 955 280	177 963 049	33 818 385	169 890 396	173 754 731	145 794 690
Hygiène du milieu	4	27 827 487	31 367 326	75 400 554	85 628 775	35 825 393	71 357 098	81 170 708	64 043 304
Santé et bien-être	5	368 913	279 182	3 075 521	2 175 127	318 861	3 021 915	2 135 448	2 019 328
Aménagement, urbanisme et développement	6	9 704 411	10 303 331	37 517 677	39 895 521	11 767 688	36 107 585	38 431 164	20 508 992
Loisirs et culture	7	10 853 927	10 815 544	85 872 893	87 944 301	12 352 698	84 295 771	86 407 147	51 305 241
Frais de financement	8	(378 655)	2 024 135	(4 323 655)	3 711 306		(4 702 310)	5 735 441	6 123 228
	9	153 666 508	156 528 750	513 403 162	529 088 411	176 428 596	490 641 074	509 188 565	407 944 421

NOTES COMPLÉMENTAIRES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Québec* (Décret 1211-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Québec est la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

Les dépenses comptabilisées par l'Administration municipale dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois d'une compétence d'agglomération et d'une compétence locale, constituent des dépenses mixtes. Ces dépenses mixtes, nettes des revenus de fonctionnement de nature mixte et des éléments de conciliation à des fins fiscales de nature mixte comptabilisés aux activités de fonctionnement, sont réparties entre les municipalités liées en fonction du *Règlement de l'agglomération sur le partage des dépenses mixtes* (R.A.V.Q. 1435). La partie d'une dépense mixte liée aux activités de l'Administration municipale qui constitue une dépense dans l'exercice des compétences d'agglomération est déterminée en fonction des données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

La contribution des municipalités liées est déterminée en fonction de leur potentiel fiscal. Des dispositions particulières concernant des ajustements à la contribution des municipalités liées sont prévues au *Règlement de l'agglomération sur l'établissement et le paiement des quotes-parts des municipalités liées pour l'exercice financier 2022* (R.A.V.Q. 1454).

2. Principales méthodes comptables

Le tableau de la ventilation des dépenses mixtes par compétences est préparé en conformité avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, selon les mêmes méthodes comptables que celles énoncées à la note 2 des états financiers consolidés de la Ville de Québec pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'Administration municipale présentées au tableau de la ventilation des dépenses mixtes par compétences excluent les revenus de fonctionnement de nature mixte, les éléments de conciliation à des fins fiscales de nature mixte comptabilisés aux activités de fonctionnement et l'amortissement des immobilisations corporelles.

3. Passifs éventuels

Au cours de l'exercice financier 2021, la Cour d'appel du Québec a rendu son jugement concernant le recours en contrôle judiciaire et en remboursement, intenté par les villes de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin-de-Desmaures (à titre d'intervenante) au regard des quotes-parts qui leur ont été imposées pour les exercices financiers 2008 à 2015. Par ce recours, les villes reconstituées contestaient en partie le montant des quotes-parts qui leur ont été imposées pour les exercices financiers 2008 à 2015 (2008 à 2017 pour certains éléments spécifiques).

Les éléments du jugement, de même que les principes découlant de la décision rendue par la Cour d'appel du Québec dans le cadre de ce recours, pour lesquels les paramètres de comptabilisation sont définis, ont fait l'objet d'un retraitement. L'Administration municipale a donc procédé au retraitement de la quote-part attribuable au financement des activités d'investissement, aux dépenses mixtes et aux régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs en fonction des versements effectués relativement aux exercices financiers 2016 à 2021. Conséquemment, le total des dépenses mixtes de l'exercice comparatif au 31 décembre 2021 a été augmenté de 34 026 523 \$.

L'Administration municipale fait également face à un second recours visant les exercices financiers 2016 à 2021 (2016 à 2022 pour certains éléments spécifiques), intenté devant la Cour supérieure du Québec.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS



Rapport financier 2022

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS



Rapport financier 2022

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
ANALYSE DES VARIATIONS BUDGETAIRES SUR LES RESULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	2022		Variation	Note
	Budget	Réalisations	Pourcentage	
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	1 180 779 779	1 186 035 299	0,4%
Compensations tenant lieu de taxes	2	121 916 020	116 062 309	-4,8%
Quotes-parts	3	41 146 617	41 146 617	0,0%
Transferts	4	177 213 819	241 279 327	36,2%
Services rendus	5	155 028 167	154 917 506	-0,1%
Imposition de droits	6	44 068 757	75 990 952	72,4%
Amendes et pénalités	7	21 361 946	19 471 901	-8,8%
Revenus de placements de portefeuille	8	11 031 202	21 969 952	99,2%
Autres revenus d'intérêts	9	12 642 654	21 974 493	73,8%
Autres revenus	10	3 356 500	17 082 162	408,9%
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	1 768 545 461	1 895 930 518	7,2%
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	462 656 218	194 484 457	-58,0%
Imposition de droits	16	1 991 503	3 228	-99,8%
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	33 572 055	22 416 840	-33,2%
Autres	18	4 500 750	13 956 633	210,1%
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	502 720 526	230 861 158	-54,1%
	21	2 271 265 987	2 126 791 676	-6,4%
Charges				
Administration générale	22	165 268 690	158 827 287	-3,9%
Sécurité publique	23	263 535 228	266 317 933	1,1%
Transport	24	559 784 199	570 756 040	2,0%
Hygiène du milieu	25	312 949 933	296 972 369	-5,1%
Santé et bien-être	26	30 276 654	41 175 871	36,0%
Aménagement, urbanisme et développement	27	137 438 800	160 142 451	16,5%
Loisirs et culture	28	236 420 319	224 882 730	-4,9%
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	68 657 685	71 351 900	3,9%
Effet net des opérations de restructuration	31			
	33	1 774 331 508	1 790 426 581	0,9%
Excédent (déficit) de l'exercice	34	496 934 479	336 365 095	-32,3%

1.

2.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

1. Les revenus de la Ville se chiffrent à 2 126,8 M\$. Ils présentent une variation favorable (F) de 127,4 M\$ par rapport au budget de fonctionnement et une variation défavorable (D) de 271,9 M\$ par rapport au budget d'investissement.

La variation favorable de 127,4 M\$ des revenus de fonctionnement s'explique entre autres par :

F 31,6 M\$	Imposition de droits de mutation immobilière supérieure aux projections, principalement en raison du volume de transactions sur les propriétés commerciales;
F 4,2 M\$	Augmentation des revenus de subvention provenant de la taxe sur l'hébergement due à une reprise des activités touristiques plus forte que prévu;
F 3,6 M\$	Constatation aux revenus d'une part plus importante qu'anticipé des subventions reportées en raison du déploiement d'un plus grand nombre d'initiatives destinées au soutien et à la promotion de la relance touristique;
F 42,0 M\$	Revenu de transfert lié aux aides financières non remboursables octroyées aux entreprises dans le contexte de la pandémie de la COVID-19;
F 18,3 M\$	Intérêts sur placements supérieurs aux prévisions en raison de la croissance des taux d'intérêt et d'un capital moyen plus élevé;
F 16,5 M\$	Augmentation des revenus de subvention et des contributions de tiers sur des dépenses liées au transport, à la culture, à l'habitation et au développement économique;
F 1,0 M\$	Ajouts au rôle d'évaluation plus importants que prévu découlant de nouvelles constructions et rénovations;
F 4,9 M\$	Ventes de propriétés destinées à la revente plus élevées que projeté;
F 4,2 M\$	Revenus découlant des activités de planification et de soutien réalisées pour la tenue de la visite papale et de la 15 ^e Conférence des Parties (COP15);

La variation défavorable de 271,9 M\$ des revenus d'investissement s'explique entre autres par :

D 268,2 M\$	Dépenses d'investissement différées, reportant ainsi la constatation des revenus de transferts afférents;
D 11,2 M\$	Cession différée de terrains et infrastructures servant d'assises de rues;
F 9,5 M\$	Revenus supplémentaires sur des investissements assumés par des tiers.

2. Les charges de fonctionnement de la Ville se chiffrent à 1 790,4 M\$. Elles présentent une variation défavorable (D) de 16,1 M\$ par rapport au budget de fonctionnement.

Cette variation défavorable de 16,1 M\$ s'explique entre autres par :

D 15,8 M\$	Dépenses de transport et de traitement de la neige accrues en raison du niveau des précipitations de neige et de la hausse du coût des contrats;
D 6,1 M\$	Soutien au déploiement d'initiatives pour la création de logements abordables;
F 20,3 M\$	Dépenses d'amortissement inférieures résultant d'un report de mises en service d'immobilisations conséquemment aux investissements différés;
D 0,6 M\$	Coûts rattachés aux ventes de propriétés destinées à la revente plus élevés que projetés;
D 6,4 M\$	Dévaluation de propriétés destinées à la revente;
D 11,2 M\$	Excédent des prêts convertis en aide financière non remboursable sur la provision pour pardons de prêts constatée en 2021 relativement au Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES SUR L'EXCÉDENT (DÉFICIT)
DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		2022		Variation Pourcentage	Note
		Budget	Réalizations		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	496 934 479	336 365 095	-32,3%	
Moins: revenus d'investissement	2 (	502 720 526 ) (	230 861 158)	-54,1%	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(5 786 047)	105 503 937	-1923,4%	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter / déduire</i>					
Immobilisations					
Amortissement	4	311 654 224	291 346 756	-6,5%	
Produit de cession	5	6 590 710	5 250 292	-20,3%	
(Gain) perte sur cession	6		(1 576 298)	-100,0%	
Réduction de valeur / Reclassement	7		(1 544 097)	-100,0%	
	8	318 244 934	293 476 653	-7,8%	
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9		568 837	100,0%	
Réduction de valeur / Reclassement	10		7 905 797	100,0%	
	11		8 474 634	100,0%	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12		4 997 383	100,0%	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		(151 327)	-100,0%	
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		11 814 631	100,0%	
	15		16 660 687	100,0%	
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	52 527 686	38 511 387	-26,7%	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	210 021 128 ) (	266 016 703)	26,7%	
	18	(157 493 442)	(227 505 316)	44,5%	
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	158 209 343 ) (	150 809 759)	-4,7%	
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 779 276	3 580 000	-5,3%	
Excédent de fonctionnement affecté	21	23 327 219	32 958 655	41,3%	
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 209 866)	(33 182 529)	82,2%	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 652 731)	12 819 610	-326,8%	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(154 965 445)	(134 634 023)	-13,1%	
	26	5 786 047	(43 527 365)	-852,3%	1.
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		61 976 572	100,0%	

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

1. Les éléments de conciliation à des fins fiscales de la Ville se chiffrent à -43,5 M\$. Ils présentent une variation défavorable de 49,3 M\$ par rapport au budget de fonctionnement.

Cette variation défavorable de 49,3 M\$ s'explique entre autres par :

D 20,3 M\$	Dépenses d'amortissement inférieures résultant d'un report de mises en service d'immobilisations conséquemment aux investissements différés;
F 6,4 M\$	Dévaluation de propriétés destinées à la revente;
D 42,0 M\$	Libération de la dette envers le gouvernement à hauteur des prêts convertis en aide financière dans le cadre du Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises;
F 11,0 M\$	Utilisation du surplus affecté de prévoyance pour couvrir les dépenses supplémentaires notamment engendrées par l'inflation;
D 1,6 M\$	Gains sur cessions d'immobilisation.

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	969 705 898	973 149 238	972 303 386
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	21 122 275	21 160 559	21 118 134
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	36 306	94 338	94 338
Activités de fonctionnement	8	30 567 292	31 460 078	31 460 078
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 021 431 771	1 025 864 213	1 024 975 936
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	41 598 011	41 798 336	41 657 712
Égout	13	47 116 905	47 234 111	47 074 875
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	68 113 012	68 607 383	68 424 365
Autres				
▪ Installations septiques	16	311 652	360 104	360 104
▪ Panneaux réclames	17	112 000	106 500	106 500
▪ Rues privées	18	48 054	48 047	48 047
Centres d'urgence 9-1-1	19	3 200 000	3 223 655	3 223 655
Service de la dette	20	219 529	164 105	164 105
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	160 719 163	161 542 241	161 059 363
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	160 719 163	161 542 241	161 059 363
	29	1 182 150 934	1 187 406 454	1 186 035 299
				1 125 422 302

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	2 382 690	2 465 846	6 039 064
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	28 682 890	26 475 463	27 708 046
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	22 861 731	22 995 747	23 485 331
Cégeps et universités	34	23 192 838	23 069 161	20 045 226
Écoles primaires et secondaires	35	16 655 968	16 698 404	15 291 265
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	93 776 117	91 704 621	92 568 932
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	24 893 682	21 540 979	21 639 888
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	471 066	420 305	392 687
Taxes d'affaires	40			
	41	25 364 748	21 961 284	22 032 575
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 547 654	1 849 670	279 545
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	43 105	73 075	11 508
	44	1 590 759	1 922 745	(241 449)
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46	2 775 155	2 637 853	2 480 050
	47	2 775 155	2 637 853	2 480 050
	48	123 506 779	118 226 503	117 372 610

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	9 422 963	10 620 443	9 676 299
Sécurité publique				
Police	50	2 974	188 782	575 183
Sécurité incendie	51	2 974	2 825	1 206
Sécurité civile	52	7 309	100 349	17 109
Autres	53	7 217	8 531	9 672
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	1 127 968	1 152 514	1 543 378
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	713 456	14 634	14 634
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	507 696		66 063 797
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63		229 494	173 023
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	315 785	321 751	262 245
Réseau de distribution de l'eau potable	65	2 409 989	2 169 081	2 351 920
Traitement des eaux usées	66	387 259	389 571	232 124
Réseaux d'égout	67	2 558 861	2 085 549	2 156 702
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	4 567 500	2 825 570	4 382 144
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72	555	555	3 969
Cours d'eau	73	891 985	257 757	454 065
Protection de l'environnement	74	77 448	1 044 605	975 977
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76	3 906 725	9 421 880	9 509 821
Sécurité du revenu	77			1 288 966
Autres	78	251 304	889 330	889 330
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	82 286	7 399 241	7 399 241
Rénovation urbaine	80	4 027 254	6 449 958	6 449 958
Promotion et développement économique	81	22 069 997	70 650 205	70 650 205
Autres	82	12 735	746 505	746 505
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	7 499 327	7 121 359	7 121 359
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	677 159	519 419	519 419
Autres	85	12 183 387	6 046 554	6 046 554
Réseau d'électricité	86			
	87	73 712 113	130 656 462	185 353 266
				136 535 674

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		184 093	3 055
Sécurité publique				
Police	89	160 000	(43 183)	63 619
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	772 454	23 678 702	21 034 052
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95	3 583 005	91 580	164 922
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96	43 206 304	27 477 124	177 985 260
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		8 221 317	7 891 922
Réseau de distribution de l'eau potable	104	36 013 050	16 158 278	17 979 010
Traitement des eaux usées	105	44 015 950	5 497 306	5 246 566
Réseaux d'égout	106	772 454	20 543 521	20 174 443
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109	3 223 000		
Autres	110	4 119 000		
Autres	111		773 602	
Cours d'eau	112	5 258 015	2 245 686	1 953 217
Protection de l'environnement	113		2 296 158	815 573
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118	6 917 000	73 754	832 066
Rénovation urbaine	119		3 859 832	2 088 724
Promotion et développement économique	120	13 900 000	10 086	105 565
Autres	121		5 199 816	4 588 466
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	10 018 000	616 005	8 973 857
Activités culturelles				
Bibliothèques	123	4 987 000	1 963 832	5 770 704
Autres	124	349 387	459 208	571 007
Réseau d'électricité	125			
	126	177 294 619	119 306 717	276 242 028

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	14 990 145	10 655 790	14 046 056
Fonds de développement des territoires	132	703 673		492 108
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133		10 781 648	11 026 567
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	7 100 000	6 981 270	4 312 515
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	792 805	1 370 515	1 236 961
Autres	137	17 875 336	26 136 838	11 732 781
	138	41 461 959	45 144 413	42 846 988
TOTAL DES TRANSFERTS	139	292 468 691	295 107 592	435 763 784
				455 624 690

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	1 374 377	1 465 003	788 994
	143	1 374 377	1 465 003	788 994
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	53 576	48 856	57 533
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	53 576	48 856	57 533
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	12 219	18 438	3 010
Enlèvement de la neige	150	32 596	101 767	65 476
Autres	151	398 711	345 284	339 586
Transport collectif	152	597 920	170 158	225 068
Autres	153			
	154	1 041 446	635 647	633 140
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	97 971	112 239	101 422
Réseau de distribution de l'eau potable	156	242 333	272 227	291 097
Traitement des eaux usées	157	623 444	448 390	485 305
Réseaux d'égout	158	195 132	169 136	161 378
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 172 594	1 468 820	993 768
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161	121 837	375 560	354 622
Autres	162	10 751	(210)	(210)
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 464 062	2 846 162	2 387 592

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	136 731	113 420	114 930
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	54 801	54 801	54 052
Autres	178			
	179	191 532	168 221	168 982
Réseau d'électricité	180			
	181	5 124 993	5 163 889	3 876 659
				4 036 241

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182	57 000	63 698	72 194
Évaluation	183	675 051	561 576	164 407
Autres	184	5 412 805	5 076 663	4 899 135
	185	6 144 856	5 701 937	5 135 736
Sécurité publique				
Police	186	11 616 497	15 031 060	9 341 312
Sécurité incendie	187	1 075 878	1 175 056	1 055 976
Sécurité civile	188	184 736	155 012	186 114
Autres	189			
	190	12 877 111	16 361 128	10 583 402
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	1 612 678	2 072 708	1 754 797
Enlèvement de la neige	192	1 463 795	1 415 880	1 054 418
Autres	193	13 333 107	10 374 468	8 923 998
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		65 599 245	48 455 065
Transport adapté	195		1 669 472	1 344 528
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	561 037	693 885	647 852
	199	16 970 617	14 556 941	62 180 658
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	200	2 337	4 085	2 940
Réseau de distribution de l'eau potable	201	2 220 036	1 581 095	781 184
Traitement des eaux usées	202	328 877	257 249	160 062
Réseaux d'égout	203	1 492 224	1 014 084	463 318
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	443 015	264 933	218 218
Matières recyclables	205	7 804 758	11 240 111	12 273 024
Autres	206	4 352 777	4 309 746	4 272 222
Cours d'eau	207	66 793	3 355	4 660
Protection de l'environnement	208			1 507
Autres	209			
	210	16 710 817	18 674 658	18 177 135

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211		7 651 264	7 557 657
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214		7 651 264	7 557 657
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	1 095 582	656 440	600 980
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	2 538 424	3 250 748	3 383 711
Autres	218			
	219	3 634 006	3 907 188	3 984 691
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	14 737 286	13 940 290	8 025 883
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	1 714 840	2 978 724	1 693 640
	223	16 452 126	16 919 014	9 719 523
Réseau d'électricité	224			
	225	72 789 533	76 120 866	151 040 847
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	77 914 526	81 284 755	121 375 043

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	8 672 631	8 936 701	8 936 701	9 358 335
Droits de mutation immobilière	228	35 322 000	66 946 364	66 946 364	57 106 716
Droits sur les carrières et sablières	229	2 065 629	111 115	111 115	1 212 153
Autres	230				
	231	46 060 260	75 994 180	75 994 180	67 677 204
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	232	21 361 946	19 471 901	19 471 901	17 064 493
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	233	11 031 202	21 934 007	21 969 952	14 031 655
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	234	12 392 954	21 370 552	21 974 493	9 510 361
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		1 332 186	1 576 298	118 554
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		4 865 106	4 865 106	6 111 494
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		151 327	151 327	60 710
Contributions des promoteurs	239	33 572 055	22 416 840	22 416 840	9 320 042
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	233 656 953	31 578 850	24 446 064	14 558 234
	245	267 229 008	60 344 309	53 455 635	30 169 034
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	11 129 600	10 468 715	23 650	10 492 365	10 492 365	8 463 408
Greffe et application de la loi	2	26 668 398	26 238 647	(115 252)	26 123 395	26 122 017	30 556 921
Gestion financière et administrative	3	44 393 565	40 683 030	7 249	40 690 279	40 690 279	40 715 420
Évaluation	4	12 601 288	11 921 468	(215 544)	11 705 924	11 705 924	12 480 733
Gestion du personnel	5	22 004 078	20 744 948	1 277	20 746 225	20 746 225	19 767 984
Autres							
▪ Autres	6	36 651 761	41 418 352	7 652 125	49 070 477	49 070 477	57 438 830
▪	7						
	8	153 448 690	151 475 160	7 353 505	158 828 665	158 827 287	169 423 296
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	160 480 841	163 253 857	3 882 885	167 136 742	167 136 742	158 467 118
Sécurité incendie	10	76 826 889	81 534 381	5 523 507	87 057 888	87 043 485	79 079 160
Sécurité civile	11	2 438 893	2 367 276	446 256	2 813 532	2 813 532	2 669 334
Autres	12	9 255 605	7 193 970	2 130 204	9 324 174	9 324 174	9 746 807
	13	249 002 228	254 349 484	11 982 852	266 332 336	266 317 933	249 962 419
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	70 475 521	72 138 536	73 078 506	145 217 042	145 217 042	139 550 522
Enlèvement de la neige	15	74 784 661	91 233 694	3 472 678	94 706 372	94 706 372	72 250 269
Éclairage des rues	16	8 693 631	8 917 952	5 517 867	14 435 819	14 435 819	14 151 355
Circulation et stationnement	17	21 914 043	18 797 827	3 391 086	22 188 913	22 188 913	20 421 580
Transport collectif							
Transport en commun	18	139 628 264	140 346 379	91 378	140 437 757	288 817 384	259 514 489
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 369 002	1 018 256	4 372 254	5 390 510	5 390 510	7 236 490
	22	316 865 122	332 452 644	89 923 769	422 376 413	570 756 040	513 124 705

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	21 848 974	21 357 770	5 665 473	27 023 243	24 672 340
Réseau de distribution de l'eau potable	24	51 490 884	53 423 552	21 185 057	74 608 609	68 141 887
Traitement des eaux usées	25	14 343 806	17 194 004	10 159 739	27 353 743	25 096 862
Réseaux d'égout	26	13 299 272	13 423 538	35 946 671	49 370 209	48 494 395
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	20 044 521	23 176 363	1 571 934	24 748 297	22 893 503
Élimination	28	30 753 167	27 665 162	1 181 591	28 846 753	25 950 867
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	8 025 953	10 638 530	2 569 652	13 208 182	11 334 749
Tri et conditionnement	30	9 275 222	11 331 135	640 654	11 971 789	11 066 559
Matières organiques						
Collecte et transport	31	2 822 598	2 503 124		2 503 124	1 440 107
Traitement	32	18 133 572	5 136 714	1 327 691	6 464 405	4 752 152
Matériaux secs	33	10 528 995	11 237 661	47 096	11 284 757	9 556 354
Autres						
Plan de gestion	35	2 702 011	1 528 271		1 528 271	1 434 051
Autres	36	7 648 341	2 081 308	6 594	2 087 902	1 630 361
Cours d'eau	37	2 028 142	315 796	803 102	1 118 898	1 090 922
Protection de l'environnement	38	8 014 475	12 808 295	159 550	12 967 845	8 017 890
Autres	39	1 660 000		1 886 342	1 886 342	2 789 721
	40	222 619 933	213 821 223	83 151 146	296 972 369	268 362 720
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	19 585 226	30 009 043		30 009 043	15 832 194
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	5 893 715	6 296 564		6 296 564	6 166 446
	44	25 478 941	36 305 607		36 305 607	21 998 640

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	44 258 093	49 776 566	3 474 524	53 251 090	53 251 090	49 183 389
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	1 432 033	7 606 875		7 606 875	7 606 875	5 831 379
Autres biens	47	7 502 456	8 554 842	1 067 366	9 622 208	9 622 208	7 501 849
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	28 344 024	26 911 030	79 319	26 990 349	26 990 349	23 037 923
Tourisme	49	45 962 586	48 946 537	82 141	49 028 678	49 028 678	30 730 445
Autres	50	362 105	315 631	1 316 861	1 632 492	1 632 492	1 807 627
Autres	51	1 267 503	11 788 721	222 038	12 010 759	12 010 759	28 014 497
	52	129 128 800	153 900 202	6 242 249	160 142 451	160 142 451	146 107 109
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	20 471 771	22 408 868	9 328 017	31 736 885	31 736 885	32 099 489
Patinoires intérieures et extérieures	54	21 825 103	20 389 567	14 091 046	34 480 613	34 480 613	30 288 699
Piscines, plages et ports de plaisance	55	11 936 581	13 407 028	1 119 031	14 526 059	14 526 059	13 652 442
Parcs et terrains de jeux	56	36 192 773	37 635 198	12 532 814	50 168 012	50 168 012	48 077 507
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	11 650 766	10 167 657	2 302 847	12 470 504	12 470 504	16 419 550
Autres	59	17 306 497	23 051 420	395	23 051 815	23 051 815	13 080 723
	60	119 383 491	127 059 738	39 374 150	166 433 888	166 433 888	153 618 410
Activités culturelles							
Centres communautaires	61			2 255 363	2 255 363	2 255 363	2 792 165
Bibliothèques	62	22 306 521	23 014 230	4 916 445	27 930 675	27 930 675	27 602 186
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	777		141 690	141 690	141 690	378 768
Autres ressources du patrimoine	64	3 977 731	5 035 774		5 035 774	5 035 774	4 241 613
Autres	65	37 451 799	21 884 662	1 204 998	23 089 660	23 085 340	22 308 957
	66	63 736 828	49 934 666	8 518 496	58 453 162	58 448 842	57 323 689
	67	183 120 319	176 994 404	47 892 646	224 887 050	224 882 730	210 942 099

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées		
		Budget 2022	Réalizations 2022		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	49 440 533	49 606 091		49 606 091	56 072 799	52 759 556
Autres frais	70	3 409 662	3 421 351		3 421 351	3 421 351	3 367 196
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	9 562 999	8 922 000		8 922 000	9 719 300	12 884 700
Autres	72	1 200 000	2 040 896		2 040 896	2 138 450	3 091 294
	73	63 613 194	63 990 338		63 990 338	71 351 900	72 102 746
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	268 354 000	246 546 167 (	246 546 167)			

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	47 163 804	47 163 804	58 022 544
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 314 411	8 314 411	20 552 396
Usines et bassins d'épuration	3	6 682 080	6 682 080	6 421 565
Conduites d'égout	4	77 499 020	77 499 020	72 259 080
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	47 300 957	47 300 957	98 031 169
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	61 149 180	61 149 180	55 069 823
Ponts, tunnels et viaducs	7	11 866 751	11 866 751	9 712 529
Systèmes d'éclairage des rues	8	7 574 150	7 574 150	3 557 055
Aires de stationnement	9	14 477 615	14 477 615	4 310 576
Parcs et terrains de jeux	10	22 647 986	22 647 986	25 823 925
Autres infrastructures	11	83 449 540	83 213 723	61 530 714
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	81 376 548	92 986 787	64 925 418
Édifices communautaires et récréatifs	14	27 340 792	27 340 792	45 481 707
Améliorations locatives	15	3 291 709	3 291 709	116 844
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		2 851 451	79 681 569
Autres	17	12 224 664	12 224 664	12 961 988
Ameublement et équipement de bureau	18	26 556 052	34 962 308	36 255 100
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 432 528	10 870 986	11 794 295
Terrains	20	35 566 321	38 905 259	39 174 979
Autres	21			
	22	579 914 108	611 323 633	705 683 276

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	43 801 278	43 801 278	56 624 538
Usines de traitement de l'eau potable	24	8 314 411	8 314 411	20 552 396
Usines et bassins d'épuration	25	6 682 080	6 682 080	6 421 565
Conduites d'égout	26	68 532 284	68 532 284	68 531 063
Autres infrastructures	27	238 378 601	238 142 784	253 841 772
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	3 362 526	3 362 526	1 398 006
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	8 966 736	8 966 736	3 728 017
Autres infrastructures	32	10 087 578	10 087 578	4 194 019
Autres immobilisations corporelles	33	191 788 614	223 433 956	290 391 900
	34	579 914 108	611 323 633	705 683 276

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 149 876	1 505 600	1 054 912	1 600 564
Réserves financières et fonds réservés	3	4 256 193	50 000 280	51 540 432	2 716 041
Fonds d'amortissement	4	11 799 971	1 417 462		13 217 433
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	992 221 622	29 752 470	105 992 495	915 981 597
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	640 275 321	129 272 970	58 998 431	710 549 860
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 649 702 983	211 948 782	217 586 270	1 644 065 495
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	605 199 159	140 751 146	54 721 433	691 228 872
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	605 199 159	140 751 146	54 721 433	691 228 872
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	605 199 159	140 751 146	54 721 433	691 228 872
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	64 298 152	14 550 000	46 354 291	32 493 861
Autres	17				
	18	669 497 311	155 301 146	101 075 724	723 722 733
	19	2 319 200 294	367 249 928	318 661 994	2 367 788 228
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	2 319 200 294	367 249 928	318 661 994	2 367 788 228

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	1 170 197 464	858 108 698	2 028 306 162
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	87 429 087	261 209 462	348 638 549
Activités de fonctionnement à financer	3	17 843 793	18 397 579	36 241 372
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5			
▪	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	13 217 433		13 217 433
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 459 027	412 330	4 871 357
Débiteurs	9	237 102 507	201 060 819	438 163 326
Autres montants	10		33 664 996	33 664 996
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	51 963 007	18 296 487	70 259 494
Autres				
▪ Revenus de tiers	12		232 997 093	232 997 093
▪ Obligations émises PL 54	13	2 200 973		2 200 973
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	966 527 397	651 284 014	1 617 811 411
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	15		107 324 795	107 324 795
Endettement net à long terme	16	966 527 397	758 608 809	1 725 136 206
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18	1 249 556		1 249 556
Autres organismes	19			
Endettement total net à long terme	20	967 776 953	758 608 809	1 726 385 762
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	707 448 989		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22			
	23	707 448 989		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 675 225 942		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 434 369	1 429 175	1 385 630
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	135 587 590	135 586 612	269 212
Autres	10			274 964
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	473 917	472 201	441 587
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	1 100 346	1 096 361	1 096 361
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			1 114 116
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	138 596 222	138 584 349	3 266 949
				3 216 297

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS



Rapport financier 2022

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	33 327 748	33 396 592
Charges sociales	2	7 383 855	7 388 805
Biens et services	3	538 284 466	530 357 866
Frais de financement	4		
Autres	5	918 039	1 326 708
	6	579 914 108	572 469 971

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	497,00	35,00	1 008 683,00	68 396 561	15 261 971	83 658 532
Professionnels	2	795,00	35,00	1 461 975,00	79 780 687	17 614 765	97 395 452
Cols blancs	3	1 845,00	35,00	3 425 717,00	126 257 337	28 090 289	154 347 626
Cols bleus	4	1 253,00	40,00	2 761 225,00	91 403 627	20 473 554	111 877 181
Policiers	5	840,00	40,00	1 944 545,00	97 406 560	21 427 020	118 833 580
Pompiers	6	486,00	42,00	1 173 407,00	49 371 147	11 047 768	60 418 915
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	5 716,00		11 775 552,00	512 615 919	113 915 367	626 531 286
Élus	9	22,00			2 922 033	654 273	3 576 306
	10	5 738,00			515 537 952	114 569 640	630 107 592

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11			27 477 124		27 477 124
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	321 751	2 460 293	5 761 024		8 543 068
Réseau de distribution de l'eau potable	13	2 169 081	4 628 230	11 530 048		18 327 359
Traitement des eaux usées	14	389 571	1 642 140	3 855 166		5 886 877
Réseaux d'égout	15	2 085 549	5 946 550	14 596 971		22 629 070
Autres	16	169 061 378	23 780 768	19 401 948		212 244 094
	17	174 027 330	38 457 981	82 622 281		295 107 592

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	325 287	411 762
Évaluation	2	164 148	246 353
Autres	3	4 725 089	5 800 543
	4	5 214 524	6 458 658
Sécurité publique			
Police	5	3 223 082	3 648 465
Sécurité incendie	6	1 531 578	2 128 487
Sécurité civile	7	82 121	104 269
Autres	8	566 071	549 515
	9	5 402 852	6 430 736
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	9 569 651	9 787 022
Enlèvement de la neige	11	513 671	614 585
Autres	12	1 076 485	1 289 540
Transport collectif	13	837 460	973 272
Autres	14	255 223	274 055
	15	12 252 490	12 938 474
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 281 083	1 366 618
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 345 619	5 642 406
Traitement des eaux usées	18	638 359	668 922
Réseaux d'égout	19	10 014 095	10 316 446
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 503 491	1 663 724
Matières recyclables	21	2 150 712	1 174 747
Autres	22	125 527	77 660
Cours d'eau	23	413 704	400 577
Protection de l'environnement	24	245 764	265 588
Autres	25	50 276	52 633
	26	21 768 630	21 629 321
Santé et bien-être			
Logement social	27	754 748	828 909
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	32 409	53 654
	30	787 157	882 563
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	588 058	760 002
Rénovation urbaine	32	1 268 893	1 483 528
Promotion et développement économique	33	441 832	556 827
Autres	34	258 053	265 634
	35	2 556 836	3 065 991
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	13 390 361	14 084 422
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 137 607	1 122 860
Autres	38	1 479 881	1 510 649
	39	16 007 849	16 717 931
Réseau d'électricité			
	40		
	41	63 990 338	68 123 674

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Rémunération et allocation de dépenses					
Asselin, Marie-Josée	Conseiller	133 141	17 546		
Boucher, Marie-Pierre	Conseiller	114 397	17 546		
Boudreault-Bruyère, Patricia	Conseiller	75 075	17 546		
Corriveau, Anne	Conseiller	114 397	17 546		
Coulombe-Leduc, Mélissa	Conseiller	114 397	17 546		
Dallaire, Véronique	Conseiller	90 025	17 546		
Despins, Alicia	Conseiller	114 397	17 546		
Dussault, Bianca	Conseiller	114 397	17 546		
Gosselin, Jean-François	Conseiller	94 517	17 546		
Lachance, Pierre-Luc	Conseiller	133 141	17 546		
Lavoie, Claude	Conseiller	114 397	17 546		
Marchand, Bruno	Maire	176 208	17 546		
Martin, Louis	Conseiller	94 517	17 546		
Melançon, Stevens	Conseiller	114 397	17 546		
Mercier, Éric Ralph	Conseiller	75 075	17 546		
Mercier Larouche, Maude	Conseiller	114 397	17 546		
Roy, Isabelle	Conseiller	84 470	17 546		
Smith, Jackie	Conseiller	75 075	17 546		
Vallières-Roland, Catherine	Maire suppléant	114 397	17 546		
Verret, Steeve	Conseiller	114 397	17 546		
Villeneuve, Claude	Conseiller	114 397	17 546		
Weiser, David	Conseiller	110 593	17 546		
Allocations de départ et de transition					
Bussières, Yvon		73 798			
Dion, Raymond		103 132			
Ernould, Jérémie		112 508			
Hamelin, Geneviève		112 508			
Labeaume, Régis		173 127			
Légaré, Sylvain		93 143			
Morin-Doyle, Michelle		112 508			
Normand, Rémy		130 852			
Paquet, Patrick		53 873			
Rousseau, Jean		73 798			
Savard, Marie-Josée		119 948			
Tanguay, Dominique		112 508			
Verreault, Suzanne		112 508			
Villeneuve, Émilie		112 508			
Voyer, Patrick		56 254			

Note

La rémunération des élus représente les montants qui ont été versés au cours de l'année financière 2022 à titre de membre du conseil.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ 2 153 147 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input checked="" type="checkbox"/> 6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ 303 331 \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ 42 084 097 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ (30 359 028) \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ 41 953 597 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ 2 894 210 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ 160 014 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ 20 799 186 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ 444 894 \$
Ligne 19 : Crédeurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ 22 948 304 \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ 2 894 210 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ 41 953 597 \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ 41 953 597 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 _____ 717 038 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 _____ \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 CV-2018-1129
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2018-12-17
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 2
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 28
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 6
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 2
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 12 675
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 3 820
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 6
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***OUI** **NON**

- | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | 2 | <input type="checkbox"/> |
| Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». | | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 7 | <input type="checkbox"/> | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 9 | <input type="checkbox"/> | 10 | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|-------------------------------------|
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 11 | <input checked="" type="checkbox"/> | 12 | <input type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 13 | <input checked="" type="checkbox"/> | 14 | <input type="checkbox"/> |
| 7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 15 | <input type="checkbox"/> | 16 | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 17 | <input checked="" type="checkbox"/> | 18 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 19 | <input checked="" type="checkbox"/> | 20 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 9 et 10 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 9. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes? | 21 | <input checked="" type="checkbox"/> | 22 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 23 | <input checked="" type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> |
| 10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts? | 25 | <input checked="" type="checkbox"/> | 26 | <input type="checkbox"/> |

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

Compétences d'agglomération



RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
	Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales				
	Service de la dette	2		
	Activités de fonctionnement	3		
	Activités d'investissement	4		
	Réserve financière pour le service de l'eau	5		
	Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
	Service de la dette	7		
	Activités de fonctionnement	8		
	Activités d'investissement	9		
Autres				
		10		
		11		
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
	Eau	12		
	Égout	13		
	Traitement des eaux usées	14		
	Matières résiduelles	15		
Autres				
	▪	16		
	▪	17		
	▪	18		
	Centres d'urgence 9-1-1	19	3 200 000	3 223 655
	Service de la dette	20		
	Pouvoir général de taxation	21		
	Activités de fonctionnement	22		
	Activités d'investissement	23		
		24	3 200 000	3 223 655
Taxes d'affaires				
	Sur l'ensemble de la valeur locative	25		
	Autres	26		
		27		
		28	3 200 000	3 223 655
		29	3 200 000	3 223 655

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

	Budget 2022	Réalizations	
		2022	2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES			
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31		
Compensations pour les terres publiques	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36		
	37		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	38		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	39		
Taxes d'affaires	40		
	41		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
	44		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45		
Autres	46		
	47		
	48		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	30 932	835 374	299 249
Sécurité publique				
Police	50	2 974	188 782	575 183
Sécurité incendie	51	2 974	2 825	1 206
Sécurité civile	52	3 237	8 817	2 186
Autres	53	7 217	8 401	9 672
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	307 246	263 526	570 844
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	58 717	9 307	81 039
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	507 696		
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63		55 672	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	187 286	169 971	138 575
Réseau de distribution de l'eau potable	65	754 762	502 276	487 005
Traitement des eaux usées	66	269 359	218 764	104 005
Réseaux d'égout	67	564 816	416 925	380 493
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	2 643 166	1 708 008	2 592 159
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72	555	555	3 969
Cours d'eau	73		2 462	5 500
Protection de l'environnement	74	21 474	282 010	91 471
Autres	75			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalizations	
			2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76	3 906 775	9 421 931	1 105 787
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	24 054		35 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	75 743	6 139	301
Rénovation urbaine	80	339	548 940	1 049
Promotion et développement économique	81	18 988 844	66 569 685	22 671 717
Autres	82	601	700	806
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	6 167 247	6 261 832	5 911 271
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	12 103	12 658	9 967
Autres	85	1 681 472	295 604	471 679
Réseau d'électricité				
	86			
	87	36 219 589	87 791 164	35 550 133

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		183 439	
Sécurité publique				
Police	89	160 000	(43 183)	63 619
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92	1 500 000		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93		5 897 449	8 122 941
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95		90 972	164 618
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96	43 206 304	27 312 936	38 808 504
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		4 471 978	6 139 444
Réseau de distribution de l'eau potable	104	36 013 050	4 475 906	8 451 550
Traitement des eaux usées	105	44 015 950	3 075 545	2 596 352
Réseaux d'égout	106		5 194 439	7 399 688
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109	3 223 000		
Autres	110	4 119 000		
Autres	111		773 602	
Cours d'eau	112		10 035	(58 502)
Protection de l'environnement	113		119 727	720 509
Autres	114			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations	
		2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118	19 410	
Rénovation urbaine	119	19 825	
Promotion et développement économique	120	10 086	(1 277 960)
Autres	121	278 537	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122	687 000	(570 340)
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124	45 952	89 558
Réseau d'électricité			
	125		
	126	132 970 256	52 005 851
			70 649 981

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	3 654 000	1 371 051	5 206 347
Fonds de développement des territoires	132			492 108
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			
Dotation spéciale de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136	1 496 478	1 370 515	1 236 961
Autres	137	12 804 337	20 655 945	6 641 458
	138	17 954 815	23 397 511	13 576 874
TOTAL DES TRANSFERTS	139	187 144 660	163 194 526	119 776 988

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	849 101	732 160	1 331 776
	143	849 101	732 160	1 331 776
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	53 576	48 856	57 533
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	53 576	48 856	57 533
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	12 219	6 967	8 839
Enlèvement de la neige	150	3 300	12 212	29 310
Autres	151	274 951	217 308	224 269
Transport collectif	152	597 920	170 158	237 227
Autres	153			
	154	888 390	406 645	499 645
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	97 971	112 239	101 422
Réseau de distribution de l'eau potable	156	19 027	22 323	31 130
Traitement des eaux usées	157	623 444	448 390	485 305
Réseaux d'égout	158	16 001	13 869	14 847
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 172 594	1 468 820	993 768
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161	121 837	375 560	354 622
Autres	162	10 751	(210)	
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 061 625	2 440 991	1 981 094

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2022	Réalisations	
		2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	3 852 692	3 628 652
			3 870 048

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	182		8 770	9 315
Évaluation	183	675 051	560 911	163 546
Autres	184	1 982 075	1 565 122	1 600 399
	185	2 657 126	2 134 803	1 773 260
Sécurité publique				
Police	186	11 616 497	15 024 212	9 379 128
Sécurité incendie	187	1 075 878	1 175 056	1 055 976
Sécurité civile	188	184 736	87 978	186 114
Autres	189			
	190	12 877 111	16 287 246	10 621 218
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	67 990	199 932	128 983
Enlèvement de la neige	192	175 562	144 245	93 229
Autres	193	1 571 869	1 093 388	916 628
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	231 112	168 056	386 375
	199	2 046 533	1 605 621	1 525 215
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200	2 337	3 038	2 940
Réseau de distribution de l'eau potable	201	359 256	297 473	207 839
Traitement des eaux usées	202	328 877	257 249	160 062
Réseaux d'égout	203	96 524	56 843	3 674
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	435 676	263 359	216 613
Matières recyclables	205	7 804 758	11 240 111	12 273 024
Autres	206	4 352 777	4 271 169	4 272 222
Cours d'eau	207	66 793	325	4 660
Protection de l'environnement	208			1 507
Autres	209			
	210	13 446 998	16 389 567	17 142 541

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalizations	
			2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	172 025	145 200	82 215
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	2 284 950	2 829 079	3 132 389
Autres	218			
	219	2 456 975	2 974 279	3 214 604
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	10 798 058	10 161 584	6 144 042
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	1 695 063	2 950 330	1 669 904
	223	12 493 121	13 111 914	7 813 946
Réseau d'électricité				
	224			
	225	45 977 864	52 503 430	42 090 784
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	49 830 556	56 132 082	45 960 832

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	81 471	77 195	77 831
Droits de mutation immobilière	228			
Droits sur les carrières et sablières	229	1 315 629	92 515	263 339
Autres	230			
	231	1 397 100	169 710	341 170
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	8 842 517	9 866 034	7 930 863
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233		5 750 182	547 964
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	3 854 210	8 478 999	3 988 216
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	228 887 946	19 274 204	10 378 048
	245	228 887 946	19 274 204	10 378 048
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	425 018	266 054	187 916
Greffe et application de la loi	2	17 950 473	17 842 535	16 581 940
Gestion financière et administrative	3	22 465 629	20 247 398	19 906 233
Évaluation	4	12 601 288	11 909 575	11 829 975
Gestion du personnel	5	11 396 165	10 850 370	10 109 219
Autres				
▪ Autres	6	10 594 236	11 493 406	7 757 693
▪	7			
	8	75 432 809	72 609 338	66 372 976
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	160 480 841	162 998 426	151 559 364
Sécurité incendie	10	76 826 889	81 485 087	75 396 710
Sécurité civile	11	2 183 665	2 167 612	2 057 472
Autres	12	715 000	5 778	244 188
	13	240 206 395	246 656 903	229 257 734
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	13 439 373	15 349 547	9 021 412
Enlèvement de la neige	15	8 952 121	9 471 982	7 298 962
Éclairage des rues	16	1 221 664	1 241 123	1 172 446
Circulation et stationnement	17	6 888 149	4 622 945	3 616 396
Transport collectif				
Transport en commun	18	139 358 074	140 057 167	132 408 600
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	451 356	337 174	643 910
	22	170 310 737	171 079 938	154 161 726

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	21 818 682	21 137 354	18 999 823
Réseau de distribution de l'eau potable	24	14 209 894	15 259 228	12 165 370
Traitement des eaux usées	25	14 343 806	17 101 578	14 658 346
Réseaux d'égout	26	7 117 094	7 578 047	6 486 122
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27		349 805	143
Élimination	28	30 615 466	27 382 927	24 395 161
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29		786	
Tri et conditionnement	30	9 275 222	11 331 135	10 078 807
Matières organiques				
Collecte et transport	31		3 761	
Traitement	32	18 133 572	5 078 974	3 704 248
Matériaux secs	33	8 509 835	9 476 879	7 843 118
Autres	34			
Plan de gestion	35	1 768 243	1 006 218	969 218
Autres	36	3 648 341	1 813 173	1 273 557
Cours d'eau	37	1 021 587	119 123	32 435
Protection de l'environnement	38	4 021 663	2 400 484	2 011 324
Autres	39	772 581		44 513
	40	135 255 986	120 039 472	102 662 185
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social	41	19 258 905	29 164 785	10 061 609
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	1 317 875	1 321 138	148 457
	44	20 576 780	30 485 923	10 210 066
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	7 704 072	6 023 491	3 797 352
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	70 027	49 293	33 266
Autres biens	47	353 812	573 418	90 273
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	19 826 909	20 921 155	20 115 938
Tourisme	49	29 646 398	38 364 313	22 568 167
Autres	50	334 326	287 747	296 244
Autres	51	3 072	11 219 884	25 039 413
	52	57 938 616	77 439 301	71 940 653

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	298 681	610 176	42 621
Patinoires intérieures et extérieures	54	8 300 197	6 896 060	5 825 322
Piscines, plages et ports de plaisance	55	429 511	525 672	81 528
Parcs et terrains de jeux	56	4 538 669	4 754 770	1 895 236
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58	10 525 884	8 740 121	7 990 081
Autres	59	686 610	685 698	335 659
	60	24 779 552	22 212 497	16 170 447
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62		2 314	35 881
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63			(96 742)
Autres ressources du patrimoine	64	85 258	76 360	9 368
Autres	65	7 278 283	6 659 407	6 026 212
	66	7 363 541	6 738 081	5 974 719
	67	32 143 093	28 950 578	22 145 166
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	21 382 487	18 838 938	17 120 548
Autres frais	70	1 547 466	1 362 159	1 196 037
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	(10 416 053)	3 035 153	4 084 909
Autres	72		686 044	805 993
	73	12 513 900	23 922 294	23 207 487
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	10 578 590	14 863 481
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 214 722	20 279 540
Usines et bassins d'épuration	3	6 607 472	6 346 634
Conduites d'égout	4	12 101 135	10 470 099
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	43 520 054	96 676 406
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	9 766 604	11 048 477
Ponts, tunnels et viaducs	7	5 978 761	2 281 137
Systèmes d'éclairage des rues	8	928 306	575 514
Aires de stationnement	9	537 913	178 681
Parcs et terrains de jeux	10	2 422 435	2 688 379
Autres infrastructures	11	77 711 374	57 408 486
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	74 360 207	26 562 575
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 021 201	12 908 073
Améliorations locatives	15	357 939	72 399
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	9 369 100	8 119 736
Ameublement et équipement de bureau	18	14 947 956	15 229 995
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 372 289	2 824 730
Terrains	20	16 665 723	15 373 910
Autres	21		
	22	299 461 781	303 908 252

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	10 578 590	14 863 481
Usines de traitement de l'eau potable	24	8 214 722	20 279 540
Usines et bassins d'épuration	25	6 607 472	6 346 634
Conduites d'égout	26	12 101 135	10 470 099
Autres infrastructures	27	140 865 447	170 857 080
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	121 094 415	81 091 418
	34	299 461 781	303 908 252

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
23027	Ville de Québec	692 287 144
23057	Ville de L'Ancienne-Lorette	14 958 436
23072	Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	26 188 181
		1 733 433 761
Certaines municipalités		
		2
		3 733 433 761

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION*Non audité***OUI NON**

- | | | | | | |
|--|----|---|----|---|----|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | | | | \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | | 3 | X | |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | | | | |
| a) crédits de taxes | 4 | | | | \$ |
| b) autres formes d'aide | 5 | | | | \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 6 | | 7 | X | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 | 8 | | | | \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 9 | X | 10 | | |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 11 | | 12 | X | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 | 13 | | | | \$ |

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

Compétences de nature locale



RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	969 705 898	973 149 238	921 853 758
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	21 122 275	21 160 559	21 615 382
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	36 306	94 338	95 194
Activités de fonctionnement	8	30 567 292	31 460 078	28 428 418
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 021 431 771	1 025 864 213	971 992 752
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	41 598 011	41 798 336	40 297 967
Égout	13	47 116 905	47 234 111	45 033 423
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	68 113 012	68 607 383	65 293 517
Autres				
▪ Installations septiques	16	311 652	360 104	356 179
▪ Panneaux réclames	17	112 000	106 500	109 500
▪ Rues privées	18	48 054	48 047	47 015
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20	219 529	164 105	173 264
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	157 519 163	158 318 586	151 310 865
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	157 519 163	158 318 586	151 310 865
	29	1 178 950 934	1 184 182 799	1 123 303 617

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	2 382 690	2 465 846	6 039 064
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	28 682 890	26 475 463	27 708 046
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	22 861 731	22 995 747	23 485 331
Cégeps et universités	34	23 192 838	23 069 161	20 045 226
Écoles primaires et secondaires	35	16 655 968	16 698 404	15 291 265
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	93 776 117	91 704 621	92 568 932
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	24 893 682	21 540 979	21 639 888
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	471 066	420 305	392 687
Taxes d'affaires	40			
	41	25 364 748	21 961 284	22 032 575
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 547 654	1 849 670	1 711 358
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	43 105	73 075	72 771
	44	1 590 759	1 922 745	1 784 129
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46	2 775 155	2 637 853	2 480 050
	47	2 775 155	2 637 853	2 480 050
	48	123 506 779	118 226 503	118 865 686

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	9 392 031	9 785 069	9 377 050
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52		91 532	14 923
Autres	53	4 072	130	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	820 722	888 988	972 534
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	654 739	5 327	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63		173 822	91 984
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	128 499	151 780	123 670
Réseau de distribution de l'eau potable	65	1 655 227	1 666 805	1 864 915
Traitement des eaux usées	66	117 900	170 807	128 119
Réseaux d'égout	67	1 994 045	1 668 624	1 776 209
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	1 924 334	1 117 562	1 789 985
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73	891 985	255 295	448 565
Protection de l'environnement	74	55 974	762 595	884 506
Autres	75			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76	(50)	(51)	135
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	227 250	889 330	860 256
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	6 543	7 393 102	514 489
Rénovation urbaine	80	4 026 915	5 901 018	4 983 797
Promotion et développement économique	81	3 081 153	4 080 520	3 037 136
Autres	82	12 134	745 805	2 400 414
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	1 332 080	859 527	767 214
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	665 056	506 761	404 495
Autres	85	10 501 915	5 750 950	4 298 304
Réseau d'électricité	86			
	87	37 492 524	42 865 298	34 738 700

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		654	3 055
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	772 454	17 781 253	12 911 111
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95	2 083 005	608	304
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96		164 188	71 576
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		3 749 339	1 752 478
Réseau de distribution de l'eau potable	104		11 682 372	9 527 460
Traitement des eaux usées	105		2 421 761	2 650 214
Réseaux d'égout	106	772 454	15 349 082	12 774 755
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112	5 258 015	2 235 651	2 011 719
Protection de l'environnement	113		2 176 431	95 064
Autres	114			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations	
		2022	2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118	6 917 000	54 344
Rénovation urbaine	119		3 840 007
Promotion et développement économique	120	13 900 000	1 383 525
Autres	121		4 921 279
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122	9 331 000	590 294
Activités culturelles			
Bibliothèques	123	4 987 000	1 963 832
Autres	124	303 435	369 771
Réseau d'électricité	125		
	126	44 324 363	67 300 866
			66 486 867

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	11 336 145	9 284 739	8 839 709
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	7 100 000	6 981 270	4 312 515
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137	5 070 999	5 480 893	5 091 323
	138	23 507 144	21 746 902	18 243 547
TOTAL DES TRANSFERTS	139	105 324 031	131 913 066	119 469 114

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	525 276	732 843	1 184 573
	143	525 276	732 843	1 184 573
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		11 471	14 281
Enlèvement de la neige	150	29 296	89 555	36 166
Autres	151	123 760	127 976	123 080
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	153 056	229 002	173 527
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	223 306	249 904	307 244
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	179 131	155 267	146 531
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	402 437	405 171	453 775

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations	
			2022	2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	136 731	113 420	114 930
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	54 801	54 801	54 052
Autres	178			
	179	191 532	168 221	168 982
Réseau d'électricité				
	180			
	181	1 272 301	1 535 237	1 980 857

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	182	57 000	54 928	62 879
Évaluation	183		665	861
Autres	184	3 430 730	3 511 541	3 298 736
	185	3 487 730	3 567 134	3 362 476
Sécurité publique				
Police	186		6 848	(37 816)
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188		67 034	
Autres	189			
	190		73 882	(37 816)
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	1 544 688	1 872 776	1 625 814
Enlèvement de la neige	192	1 288 233	1 271 635	961 189
Autres	193	11 761 238	9 281 080	8 007 370
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198	329 925	525 829	261 477
	199	14 924 084	12 951 320	10 855 850
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		1 047	
Réseau de distribution de l'eau potable	201	1 860 780	1 283 622	573 345
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	1 395 700	957 241	459 644
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	7 339	1 574	1 605
Matières recyclables	205			
Autres	206		38 577	
Cours d'eau	207		3 030	
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	3 263 819	2 285 091	1 034 594

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations	
			2022	2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	923 557	511 240	518 765
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	253 474	421 669	251 322
Autres	218			
	219	1 177 031	932 909	770 087
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	3 939 228	3 778 706	1 881 841
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	19 777	28 394	23 736
	223	3 959 005	3 807 100	1 905 577
Réseau d'électricité				
	224			
	225	26 811 669	23 617 436	17 890 768
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	28 083 970	25 152 673	19 871 625

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2022	Réalizations	
			2022	2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	8 591 160	8 859 506	9 280 504
Droits de mutation immobilière	228	35 322 000	66 946 364	57 106 716
Droits sur les carrières et sablières	229	750 000	18 600	948 814
Autres	230			
	231	44 663 160	75 824 470	67 336 034
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	12 519 429	9 605 867	9 133 630
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233	11 031 202	16 183 825	13 483 691
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	8 538 744	12 891 553	5 520 550
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		4 865 106	6 111 494
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		151 327	60 710
Contributions des promoteurs	239	33 572 055	22 416 840	9 320 042
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	4 779 007	12 304 646	9 830 370
	245	38 351 062	39 737 919	25 322 616
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	11 191 139	10 497 513	8 500 448
Greffe et application de la loi	2	27 351 698	26 469 466	31 299 185
Gestion financière et administrative	3	47 504 754	43 456 619	44 617 163
Évaluation	4	11 885 016	10 943 013	11 500 476
Gestion du personnel	5	23 645 096	22 196 960	21 756 186
Autres				
▪ Autres	6	37 788 619	42 347 628	49 196 560
▪	7			
	8	159 366 322	155 911 199	166 870 018
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	147 228 277	146 103 195	142 371 683
Sécurité incendie	10	70 437 239	72 982 245	70 646 105
Sécurité civile	11	2 267 314	2 157 756	2 029 106
Autres	12	9 179 984	7 194 791	6 737 954
	13	229 112 814	228 437 987	221 784 848
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	72 357 573	74 150 433	71 451 511
Enlèvement de la neige	15	76 081 368	92 534 938	69 453 793
Éclairage des rues	16	8 867 760	9 089 236	9 036 271
Circulation et stationnement	17	22 216 723	19 250 546	17 891 167
Transport collectif				
Transport en commun	18	124 961 597	122 436 356	121 440 252
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	1 390 993	1 042 671	1 303 196
	22	305 876 014	318 504 180	290 576 190

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	20 778 727	20 010 933	18 735 125
Réseau de distribution de l'eau potable	24	52 077 879	54 135 157	48 028 811
Traitement des eaux usées	25	14 354 290	16 790 842	14 976 276
Réseaux d'égout	26	13 211 259	13 248 522	11 238 994
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	20 044 521	23 226 079	21 187 123
Élimination	28	28 225 089	24 976 213	23 786 712
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	8 025 953	10 638 642	9 043 102
Tri et conditionnement	30	8 294 238	9 876 854	9 217 641
Matières organiques				
Collecte et transport	31	2 822 598	2 503 658	1 440 107
Traitement	32	16 218 823	4 497 305	3 409 739
Matériaux secs				
Autres	34	9 784 338	10 216 573	8 968 192
Plan de gestion				
Autres	35	2 515 566	1 400 157	1 351 257
Autres				
Autres	36	7 342 007	2 003 621	1 647 320
Cours d'eau				
Autres	37	1 923 887	310 195	182 685
Protection de l'environnement				
Autres	38	8 025 891	13 064 019	5 414 203
Autres				
Autres	39	807 996	(848 270)	(455 699)
	40	214 453 062	206 050 500	178 171 588
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Logement social				
Autres	41	17 599 352	26 311 332	10 294 130
Sécurité du revenu				
Autres	42			
Autres				
Autres	43	5 795 931	6 157 105	6 186 135
	44	23 395 283	32 468 437	16 480 265
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Autres	45	44 690 206	50 284 379	44 854 163
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	1 442 209	7 613 881	5 828 537
Autres biens	47	7 553 866	8 592 331	6 362 864
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	27 007 759	24 867 361	22 103 879
Tourisme	49	43 123 532	44 736 943	29 149 714
Autres	50	351 932	304 460	354 645
Autres				
Autres	51	1 267 949	10 348 718	25 487 996
	52	125 437 453	146 748 073	134 141 798

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2022	Réalizations	
			2022	2021
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	20 515 170	22 491 884	19 687 506
Patinoires intérieures et extérieures	54	21 446 599	20 002 369	17 848 576
Piscines, plages et ports de plaisance	55	11 985 048	13 463 497	12 516 375
Parcs et terrains de jeux	56	36 381 269	37 681 845	36 526 511
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58	11 512 384	10 112 644	12 181 447
Autres	59	17 309 943	23 057 798	13 130 498
	60	119 150 413	126 810 037	111 890 913
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62	22 306 521	23 014 559	21 762 692
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	777		8 266
Autres ressources du patrimoine	64	3 990 120	5 044 567	4 240 813
Autres	65	36 997 982	21 334 876	20 339 183
	66	63 295 400	49 394 002	46 350 954
	67	182 445 813	176 204 039	158 241 867
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	68			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	69	28 058 046	30 767 153	32 361 610
Autres frais	70	1 862 196	2 059 192	2 171 159
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71	19 979 052	5 886 847	8 433 091
Autres	72	1 200 000	1 354 852	1 950 327
	73	51 099 294	40 068 044	44 916 187
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	74			

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2022	2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	36 585 214	43 159 063
Usines de traitement de l'eau potable	2	99 689	272 856
Usines et bassins d'épuration	3	74 608	74 931
Conduites d'égout	4	65 397 885	61 788 981
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	3 780 903	1 354 763
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	51 382 576	44 021 346
Ponts, tunnels et viaducs	7	5 887 990	7 431 392
Systèmes d'éclairage des rues	8	6 645 844	2 981 541
Aires de stationnement	9	13 939 702	4 131 895
Parcs et terrains de jeux	10	20 225 551	23 135 546
Autres infrastructures	11	5 738 166	3 544 605
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	7 016 341	8 323 683
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 319 591	32 573 634
Améliorations locatives	15	2 933 770	44 445
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	2 855 564	4 842 252
Ameublement et équipement de bureau	18	11 608 096	14 286 426
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 060 239	4 287 988
Terrains	20	18 900 598	12 306 372
Autres	21		
	22	280 452 327	268 561 719

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	33 222 688	41 761 057
Usines de traitement de l'eau potable	24	99 689	272 856
Usines et bassins d'épuration	25	74 608	74 931
Conduites d'égout	26	56 431 149	58 060 964
Autres infrastructures	27	97 513 154	82 407 069
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	3 362 526	1 398 006
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	8 966 736	3 728 017
Autres infrastructures	32	10 087 578	4 194 019
Autres immobilisations corporelles	33	70 694 199	76 664 800
	34	280 452 327	268 561 719

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	18 633 773	18 073 354	17 802 585
Évaluation	2	11 885 016	10 931 120	11 410 143
Autres	3	52 266 021	49 470 078	47 230 823
Sécurité publique				
Police	4	147 228 277	145 847 764	142 120 135
Sécurité incendie	5	70 437 239	72 932 951	70 569 160
Sécurité civile	6	2 012 086	1 958 092	1 935 153
Autres	7	639 379	6 599	276 505
Transport				
Réseau routier	8	34 156 875	34 622 741	25 112 669
Transport collectif	9	124 961 597	122 416 356	121 440 005
Autres	10	473 347	361 589	684 410
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	56 928 695	59 862 797	53 118 549
Matières résiduelles	12	65 763 349	50 956 693	45 606 622
Cours d'eau	13	917 332	113 522	37 747
Protection de l'environnement	14	4 033 079	2 656 208	2 342 287
Autres	15	(79 423)	(848 270)	(499 071)
Santé et bien-être				
Logement social	16	17 273 031	25 467 074	9 260 595
Autres	17	1 220 091	1 181 679	168 146
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	9 236 531	7 627 665	5 289 188
Rénovation urbaine	19	485 425	667 206	116 664
Promotion et développement économique	20	45 622 141	53 308 781	40 627 106
Autres	21	3 518	9 779 881	22 899 964
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	24 546 474	21 962 796	16 898 487
Activités culturelles	23	6 922 113	6 197 417	5 752 454
Réseau d'électricité				
	24			
	25	695 565 966	695 554 093	640 200 326



RAPPROCHEMENT DES DONNÉES BUDGÉTAIRES

Rapport financier 2022

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RAPPROCHEMENT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Budgets adoptés					Ajustements NCSP ² consolidé	Budget NCSP ² consolidé
	Agglomération	Locale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 200 000	1 178 950 934		1 180 779 779		1 180 779 779
Compensations tenant lieu de taxes	2		123 506 779		121 916 020		121 916 020
Quotes-parts	3	733 433 761		135 317 400	41 146 617		41 146 617
Transferts	4	49 881 941	59 138 690	59 387 346	171 060 378	6 153 441	177 213 819
Services rendus	5	35 617 660	27 069 870	77 163 641	139 801 171	15 226 996	155 028 167
Imposition de droits	6	86 782	43 916 346		44 003 128	65 629	44 068 757
Amendes et pénalités	7	8 842 517	12 519 429		21 361 946		21 361 946
Revenus de placements de portefeuille	8					11 031 202	11 031 202
Autres revenus d'intérêts	9	3 854 210	8 538 744	249 700	12 642 654		12 642 654
Autres revenus	10	3 056 001	245 542	2 579 297	3 228 439	128 061	3 356 500
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	837 972 872	1 453 886 334	274 697 384	1 735 940 132	32 605 329	1 768 545 461
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	132 970 256	44 324 363	59 635 000	462 656 218		462 656 218
Imposition de droits	16	1 244 689	746 814		1 991 503		1 991 503
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17					33 572 055	33 572 055
Autres	18	225 726 599	4 500 750		4 500 750		4 500 750
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	359 941 544	49 571 927	59 635 000	469 148 471	33 572 055	502 720 526
	21	1 197 914 416	1 503 458 261	334 332 384	2 205 088 603	66 177 384	2 271 265 987
Charges							
Administration générale	22	74 938 810	158 244 284	31 604 190	151 832 653	13 436 037	165 268 690
Sécurité publique	23	238 181 427	229 112 814		246 977 260	16 557 968	263 535 228
Transport	24	169 487 948	304 400 397	216 331 883	425 544 630	134 239 569	559 784 199
Hygiène du milieu	25	134 836 413	214 113 045		221 860 343	91 089 590	312 949 933
Santé et bien-être	26	20 458 670	23 126 750	4 748 807	28 469 950	1 806 704	30 276 654
Aménagement, urbanisme et développement	27	41 890 304	123 598 939		111 241 974	26 196 826	137 438 800
Loisirs et culture	28	31 321 902	182 509 836		182 363 151	54 057 168	236 420 319
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	12 513 900	51 099 294	5 044 491	68 657 685		68 657 685
Effet net des opérations de restructuration	31						
	32	723 629 374	1 286 205 359	257 729 371	1 436 947 646	337 383 862	1 774 331 508
Excédent (déficit) de l'exercice	33	474 285 042	217 252 902	76 603 013	768 140 957	(271 206 478)	496 934 479

1. Le total consolidé exclut les opérations entre les compétences d'agglomération, les compétences de nature locale et les organismes contrôlés et partenariats.

2. Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RAPPROCHEMENT DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budgets adoptés				Ajustements NCSP ² consolidé	Budget NCSP ² consolidé
		Agglomération	Locale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	474 285 042	217 252 902	76 603 013	768 140 957	(271 206 478)	496 934 479
Moins : revenus d'investissement	2	(359 941 544)	(49 571 927)	(59 635 000)	(469 148 471)	(33 572 055)	(502 720 526)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	114 343 498	167 680 975	16 968 013	298 992 486	(304 778 533)	(5 786 047)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissements	4					311 654 224	311 654 224
Produit de cession	5		6 500 000	90 710	6 590 710		6 590 710
(Gain) perte sur cession	6						
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8		6 500 000	90 710	6 590 710	311 654 224	318 244 934
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	22 543 356	29 519 045	465 285	52 527 686		52 527 686
Remboursement de la dette à long terme	10	(76 048 821)	(120 061 526)	(13 910 781)	(210 021 128)		(210 021 128)
	11	(53 505 465)	(90 542 481)	(13 445 496)	(157 493 442)		(157 493 442)
Affectations							
Activités d'investissement	12	(61 721 940)	(95 742 143)	(745 260)	(158 209 343)		(158 209 343)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté							
	13		3 779 276		3 779 276		3 779 276
Excédent de fonctionnement affecté							
	14	107 828	23 219 391		23 327 219		23 327 219
Réserves financières et fonds réservés							
	15	3 655 029	(12 523 507)	(2 465 697)	(11 334 175)	(6 875 691)	(18 209 866)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir							
	16	(2 878 950)	(2 371 511)	(402 270)	(5 652 731)		(5 652 731)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs							
	17						
	18	(60 838 033)	(83 638 494)	(3 613 227)	(148 089 754)	(6 875 691)	(154 965 445)
	19	(114 343 498)	(167 680 975)	(16 968 013)	(298 992 486)	304 778 533	5 786 047
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	20						

1. Le total consolidé exclut les opérations entre les compétences d'agglomération, les compétences de nature locale et les organismes contrôlés et partenariats.

2. Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

1. Rapprochement des prévisions budgétaires

Les prévisions budgétaires de l'état des résultats et de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales consolidées constituent un rapprochement entre la consolidation des budgets adoptés et le budget présenté sur une base consolidée conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP), selon le format prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Les ajustements requis aux budgets adoptés afin de se conformer aux NCSP sont les suivants :

- L'ajout des apports des terrains et infrastructures servant d'assises de rues;
- L'ajout des revenus et des frais de gestion de placements de portefeuille;
- L'ajout de la charge d'amortissement des immobilisations;
- L'ajout des charges autofinancées.

2. Périmètre comptable

Les organismes compris dans le périmètre comptable de la Ville sont le Réseau de transport de la Capitale (RTC) et la Société municipale d'habitation Champlain (SOMHAC). Au moment de la consolidation des budgets, les opérations entre les compétences d'agglomération, les compétences de nature locale et les organismes contrôlés et partenariats ont été éliminées.

3. Adoption des budgets

Les différents budgets ont été adoptés par les résolutions suivantes et sont disponibles sur le site Internet de la Ville de Québec :

Agglomération


- | | |
|--------------|--|
| CA-2021-0664 | Adoption des prévisions budgétaires 2022 reliées aux compétences d'agglomération de Québec |
| CA-2021-0665 | Adoption du programme des immobilisations 2022-2023-2024-2025-2026 reliées aux compétences d'agglomération de Québec |

Local

- | | |
|--------------|---|
| CV-2021-1151 | Adoption des prévisions budgétaires 2022 reliées aux compétences de proximité |
| CV-2021-1152 | Adoption du programme des immobilisations 2022-2023-2024-2025-2026 relié aux compétences de proximité |

Organismes contrôlés et partenariats

- | | |
|--------------|---|
| CA-2021-0666 | Adoption du budget 2022 du Réseau de transport de la Capitale |
| CA-2021-0667 | Adoption du programme des immobilisations du Réseau de transport de la Capitale |
| CA-2022-0250 | Adoption du budget pour l'exercice financier 2022 de la Société municipale d'habitation Champlain |



DONNÉES PRÉVISIONNELLES

Pour l'exercice se terminant
le 31 décembre 2023

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 015 154 114
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	20 922 872
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	36 979
Activités de fonctionnement	8	31 804 703
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	1 067 918 668

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	43 257 678
Égout	13	49 174 424
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	70 576 734
Autres		
▪ installations septiques	16	424 041
▪ Panneaux réclames	17	134 400
▪ Rues privées	18	49 249
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	222 644
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	163 839 170
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	163 839 170
	29	1 231 757 838

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	3 132 077
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	28 785 630
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	24 420 794
Cégeps et universités	5	24 189 374
Écoles primaires et secondaires	6	17 593 997
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	98 121 872

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	23 249 212
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	451 792
Taxes d'affaires	11	
	12	23 701 004

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	1 937 540
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	43 919
	15	1 981 459

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	2 761 660
	18	2 761 660
	19	126 565 995

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	3	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	4	x	/100 \$					
Immeubles industriels	5	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 \$					
Autres	7	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	8	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	9	x	/100 \$					
Total	10				(	7 088 516)	1 022 242 630	1 015 154 114
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	x	/100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 \$					
Immeubles industriels	15	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 \$					
Autres	17	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	18	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	19	x	/100 \$					
Total	20				(	145 844)	21 068 716	20 922 872

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>139,00 \$</u>
Égout	2 <u>158,00 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>181,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxes foncières générales			
Catégorie résiduelle			
Tous les secteurs	0,8808	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie 6 logements et plus			
Tous les secteurs	0,8808	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie des imm non résidentiels			
Tous les secteurs	3,1502	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie des terrains vagues desservis			
Tous les secteurs	1,7616	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Taxes spéciales - Service de la dette			
Catégorie résiduelle			
Québec	0,0424	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Sainte-Foy	0,0003	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Val-Bélair	0,0027	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie 6 logements ou plus			
Québec	0,0424	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Sainte-Foy	0,0003	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Val-Bélair	0,0027	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie des imm non résidentiels			
Québec	0,1516	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Sainte-Foy	0,0011	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Val-Bélair	0,0097	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Catégorie des terrains vagues desservis			
Québec	0,0848	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Sainte-Foy	0,0006	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Val-Bélair	0,0054	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Commerces ou industries desservis			
Mat rés (charg avant ou arrière)	246,0000	7 - autres (préciser)	par tonne métrique
Mat rés (contenant à roul)	158,0000	7 - autres (préciser)	par tonne métrique
Mat rés (contenant à roul)	190,0000	7 - autres (préciser)	par transport
Mat rés (contenant à roul compart)	95,0000	7 - autres (préciser)	par transport

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description	Taux	Code	Préciser
Mat rés (autres)	0,2557	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Eau - Réseaux de distribution	0,0950	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Eau - Assainissement sans compteur	0,0321	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Eau - Assainissement avec compteur	0,2078	7 - autres (préciser)	du mètre cube d'eau
Égout - Réseaux de collecte	0,1073	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Égout - Traitement sans compteur	0,0407	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Égout - Traitement avec compteur	0,2496	7 - autres (préciser)	du mètre cube d'eau
Installations septiques < 10 m3			
Vidange sél rég - Fosse septique	125,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange sél rég - Système oxyvore	622,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange totale rég - Puisard	139,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange totale rég - Fosse de rét	675,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange sél saison - Fosse septique	104,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange totale saisonn - Puisard	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Vidange totale saisonn - Fosse de rét	417,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Immeubles visés à 204.10 LFM	0,5000	1 - du 100 \$ d'évaluation	
Immeubles visés à 204.12 LFM	0,8808	1 - du 100 \$ d'évaluation	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	469 352 050		284 996	15 475 787	115 600 671	
De secteur	2	31 816 651			12 455		
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	129 286			10 154		
Autres	5	20 719 613				51 808 880	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	522 017 600		284 996	15 498 396	167 409 551	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles forestiers	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	100 809	435 262 673			1 036 076 986
De secteur	2		12 576			31 841 682
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4	308	82 896			222 644
Autres	5		91 088 033			163 616 526
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	101 117	526 446 178			1 231 757 838

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE*Non audité***OUI** **NON**

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023, les mesures fiscales suivantes?
- a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM
- Pour la taxe foncière générale 1 2
 - Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 3 4
- b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 5 6
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM 7 8
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.
- d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables 9 10
 - Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) 11 12
 - Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels 13 14
 - Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2023 : 15 _____ \$
 - Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2023 : 16 _____ \$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)? 17 18
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023 :
- une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 19 20
 - une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM 21 22
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2023 pour des exploitations agricoles enregistrées? 23 24
- Si oui, indiquer le montant. 25 _____ 346 069 \$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) 26 _____ \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Date d'adoption du budget par le conseil	27	<u>2022-12-08</u>
PORTRAIT GLOBAL		
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>1 513 152 807 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>197 685 186 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>48 298 384 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>28 300 000 \$</u>
Les questions 11 et 12 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.		
11. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	<input checked="" type="checkbox"/> 33 <input type="checkbox"/>
12. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	<u>2022-12-08</u>

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	3 200 000
Service de la dette	20	
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	3 200 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	3 200 000
	29	3 200 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2
Compensations pour les terres publiques	3
Immeubles des réseaux	
Santé et services sociaux	4
Cégeps et universités	5
Écoles primaires et secondaires	6
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7
	8

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	10
Taxes d'affaires	11
	12

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	14
	15

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	

ANNEXE

Information relative aux changements climatiques

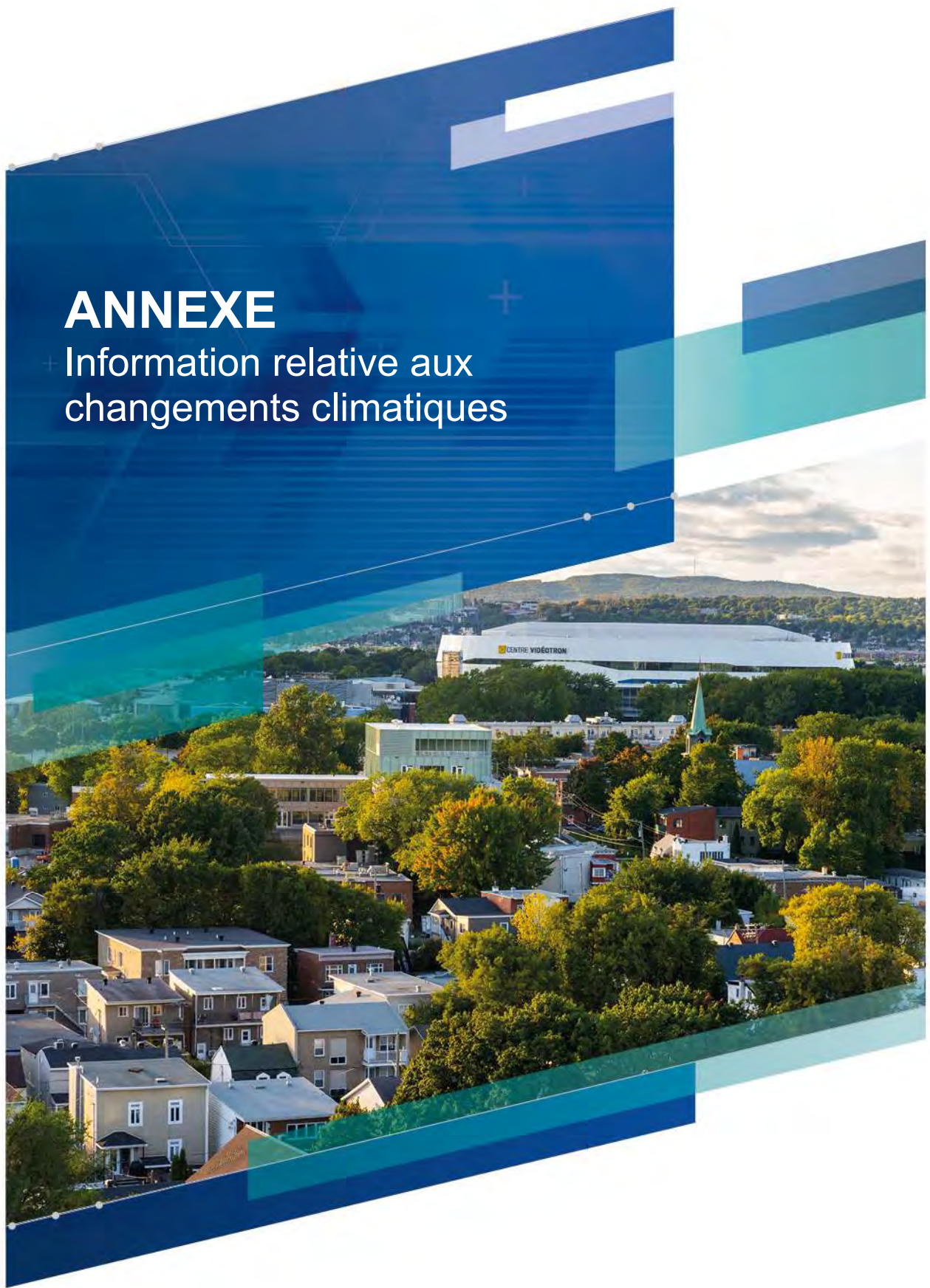


Table des matières

1	INTRODUCTION	A-1
2	CONSTATS RELATIFS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	A-1
2.1	Constats au Canada et au Québec.....	A-1
2.2	Constats et prévisions à la Ville de Québec.....	A-2
3	RÔLES DES INSTANCES GOUVERNEMENTALES ET OBJECTIFS	A-2
3.1	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Conférence des parties (COP).....	A-2
3.2	Accord de Paris.....	A-2
3.3	COP 27.....	A-3
3.4	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).....	A-3
4	INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	A-3
4.1	Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC).....	A-3
4.2	Recommandations du GIFCC.....	A-4
4.2.1	Gouvernance.....	A-4
4.2.2	Stratégie.....	A-4
4.2.3	Gestion des risques.....	A-4
4.2.4	Mesures et objectifs.....	A-4
5	FINANCES DURABLES À LA VILLE DE QUÉBEC	A-4
5.1	Mise en œuvre des recommandations du GIFCC par la Ville de Québec.....	A-5
5.1.1	Gouvernance.....	A-5
5.1.2	Stratégie et gestion des risques.....	A-5
5.1.3	Mesures et objectifs.....	A-9
5.2	Alignement de la Ville de Québec par rapport aux recommandations du GIFCC.....	A-10
6	CONCLUSION ET ENGAGEMENTS	A-10
7	RÉFÉRENCES	A-11

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

1 Introduction

La présente section, non auditée, est ajoutée au rapport financier consolidé de la Ville de Québec (ci-après « la Ville ») afin de fournir de l'information en regard aux changements climatiques, le tout suivant les recommandations du Groupe de travail sur les informations financières relatives aux changements climatiques (GIFCC¹).

L'objectif de cette divulgation volontaire d'information est de positionner stratégiquement la Ville dans une démarche d'intégration et de divulgation des risques et opportunités liés aux changements climatiques ainsi que des incidences de ces éléments sur les finances municipales. Concrètement, l'objectif ultime vise à aider la Ville à déterminer quelles informations relatives aux changements climatiques sont utiles à la prise de décisions internes en vue de l'établissement des budgets à court terme et de la planification des immobilisations à long terme. De même, il vise à présenter ses engagements en vue de réduire son empreinte carbone.

Les informations présentées dans cette section constituent pour la Ville une première divulgation volontaire d'information relative aux changements climatiques alignée sur les recommandations du GIFCC. Ainsi, il est attendu que ces informations se préciseront à travers les années. Cette évolution sera possible notamment grâce au développement de l'expertise de la Ville quant à sa gouvernance, ses stratégies, sa gestion des risques et ses mesures et objectifs liés aux changements climatiques. Les caractéristiques de la Ville, ses ressources et ses enjeux viendront également jouer leur part dans ce processus, de même que l'évolution de la science du climat et les modifications aux normes comptables.

Par ailleurs, le respect des recommandations issues d'un cadre reconnu tel celui du GIFCC permettra à la Ville d'assurer la transparence, la comparabilité et la standardisation de l'information présentée.

Il s'agit donc pour la Ville de mettre en œuvre une initiative locale qui lui permettra de confirmer sa participation à l'effort international dans la lutte à l'un des fléaux les plus importants de notre siècle, soit celui des changements climatiques, et ce, dans un contexte de développement durable.

2 Constats relatifs aux changements climatiques

2.1 Constats au Canada et au Québec

Chaque année, des événements météo extrêmes frappent le Canada et le Québec. Qu'il s'agisse de vents violents et de tornades, de pluies diluviennes, de verglas, de grêle ou de feux de forêt, ces catastrophes causent des pertes financières et matérielles importantes. Au cours des 30 dernières années, la fréquence des catastrophes naturelles et leur coût n'ont cessé d'augmenter, une tendance mondiale à laquelle le Canada et le Québec n'échappent pas.

Le Bureau d'assurance du Canada a évalué que depuis plus de 10 ans, le coût des sinistres catastrophiques assurés au Canada s'élève à 1 milliard de dollars ou plus chaque année. Ces cinq dernières années, la moyenne est de 2,2 milliards de dollars par année. De son côté, la modélisation de l'Institut climatique du Canada estime que le pays subira des pertes annuelles de 25 milliards de dollars en produit intérieur brut en raison des changements climatiques en 2025. Sans mesures d'adaptation, cette estimation atteint 78 milliards de dollars et 101 milliards de dollars par année d'ici le milieu du siècle dans un scénario d'émissions de gaz à effet de serre (GES) faibles et élevées, respectivement.

En réaction aux coûts et aux risques croissants liés aux changements climatiques, de nombreuses villes canadiennes commencent à prendre des mesures en conséquence. Selon une étude réalisée en juillet 2022 pour le compte de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), l'ensemble des municipalités du Québec devra dépenser environ 2 milliards de dollars canadiens additionnels par année jusqu'en 2055 en raison des risques chroniques (changements mesurables à long terme) engendrés par les changements climatiques, et ce, uniquement pour les infrastructures et en fonction d'un scénario réaliste de diminution des émissions de GES. La facture totale avoisinerait les 75 milliards de dollars canadiens (en dollars constants de 2020) pour le siècle à venir.

¹ Le GIFCC a été mis sur pied en 2015 par le Conseil de stabilité financière, organisme international chargé de surveiller et de faire des recommandations concernant le système financier mondial.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

2.2 Constats et prévisions à la Ville de Québec

Selon les données publiées par Ouranos, pôle d'innovation permettant à la société québécoise de mieux s'adapter à l'évolution du climat, la température moyenne enregistrée dans la région de Québec durant la période 1981-2010 a été de 5,13 °C. Selon cette même étude, les températures moyennes prévues entre 2021-2070 varieront entre 6,33 °C et 9,09 °C, en fonction de l'évolution des émissions de GES d'ici la fin du siècle.

La Ville de Québec n'échappe pas aux aléas causés par les changements climatiques et la hausse globale de la température : certains événements des dernières années en témoignent. Pensons aux périodes d'étiage des rivières qui sont plus fréquentes et qui affectent les sources d'eau potable ainsi qu'aux tempêtes de vents, comme le derecho de mai 2022 et la tempête de décembre 2022. Ces événements ont entraîné des répercussions sur les services offerts aux citoyens et sur les infrastructures de la Ville. En conséquence, ils ont été la cause de dépenses additionnelles.

En plus de protéger ses infrastructures et de limiter le coût des sinistres et de leurs impacts sur les citoyens, des mesures concrètes de lutte aux changements climatiques peuvent entraîner des économies pour les villes, augmenter les investissements locaux et améliorer le bien-être et la santé de la collectivité. Par exemple, le passage à une économie verte permet de bénéficier de subventions dont les fonds sont dédiés aux changements climatiques, entraîne la création de nouveaux types d'emplois, réduit les coûts liés à l'énergie et à la pollution, etc.

3 Rôles des instances gouvernementales et objectifs

Les changements climatiques constituent une urgence mondiale qui dépasse les frontières nationales. Il s'agit d'un problème qui appelle des solutions coordonnées ainsi qu'une coopération internationale pour que les pays soient en mesure de passer à une économie à faible émission de carbone. Devant l'ampleur des impacts des changements climatiques, les gouvernements et les organisations internationales prennent des mesures pour lutter contre ceux-ci.

3.1 Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Conférence des parties (COP)

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est entrée en vigueur en 1994. Son objectif ultime est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse (induite par l'homme) du système climatique.

La Conférence des parties (COP) est l'organe décisionnel suprême de la CCNUCC et tous les états participants, soit les parties, y sont représentés. La COP examine l'application de la CCNUCC et de tout autre instrument juridique qu'elle adopte et prend les décisions nécessaires pour promouvoir l'application effective de la CCNUCC. Les parties se réunissent généralement lors d'une COP une fois par année. Un des principaux rôles de la COP est d'examiner les communications nationales et les inventaires des émissions soumis par les parties. Sur la base de ces informations, elle évalue les effets des mesures prises par les parties et les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif ultime de la CCNUCC.

3.2 Accord de Paris

En vue de lutter contre les changements climatiques et leurs effets néfastes, les dirigeants mondiaux réunis à la COP 21 ont adopté en 2015 l'Accord de Paris, un tournant historique dans la lutte internationale contre les changements climatiques. Il s'agit d'un engagement pris par près de 200 pays, dont le Canada, dans le but de maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, ainsi qu'à coopérer en vue de s'adapter aux effets des changements climatiques, tout en renforçant leurs engagements au fil du temps et en instaurant un cadre de suivi et de communication transparent des objectifs climatiques nationaux.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

3.3 COP 27

La COP 27, qui s'est tenue en novembre dernier, s'est appuyée sur les résultats de la COP 26 pour agir sur un éventail de questions essentielles pour faire face à l'urgence climatique. Face à une crise énergétique croissante, à des concentrations record de gaz à effet de serre et à des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus nombreux, la COP 27 cherchait à renouveler la solidarité entre les pays et à matérialiser les engagements historiques pris avec l'Accord de Paris, pour les personnes et pour la planète.

Face à l'état des connaissances liées à la science climatique, force est de constater que le monde se trouve dans une décennie critique pour l'action climatique. Effectivement, les dernières données scientifiques du GIEC indiquent que les émissions doivent être réduites de 45 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2019. Cette réduction est essentielle pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, à savoir limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C d'ici la fin du siècle et éviter les pires conséquences du changement climatique, notamment des sécheresses, des vagues de chaleur et des précipitations plus fréquentes et plus graves.

La tendance à la baisse des émissions et l'amélioration des projections de température montrent que des progrès ont été faits cette année. Toutefois, la science indique que l'ampleur et le rythme des réductions d'émissions ne sont pas suffisants pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris. Pour maintenir cet objectif, les gouvernements doivent renforcer leurs plans d'action climatique dès maintenant et les mettre en œuvre au cours des huit prochaines années.

3.4 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est une organisation scientifique internationale créée en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Le GIEC a pour mandat de fournir aux décideurs politiques des évaluations régulières de l'état des connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts et les options de lutte contre ces derniers. Les rapports qu'il publie sont largement considérés comme étant les évaluations les plus complètes et les plus fiables sur l'état des connaissances scientifiques sur les changements climatiques.

Son dernier rapport, publié en 2022, fait état d'une intensification des changements climatiques partout sur la planète, en même temps que les crises mondiales de perte de biodiversité et de pollution s'accroissent aussi. Il rappelle ainsi l'urgence d'agir maintenant et soutient que les choix réalisés au cours des prochaines années seront décisifs pour l'avenir.

4 Information relative aux changements climatiques

4.1 Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC)

Le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), également connu sous le nom de *Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD)*, a été établi en décembre 2015. Il s'agit d'une initiative appuyée par le G20 qui consiste à élaborer un ensemble uniforme d'informations relatives aux risques financiers associés aux changements climatiques que les organisations pourront fournir sur une base volontaire à même leurs documents financiers généraux publiés annuellement.

Les recommandations définitives du GIFCC ont été publiées en juin 2017 à la suite d'un processus de consultation mené auprès de parties prenantes du monde entier. Bien que le cadre ait été conçu initialement pour les sociétés ouvertes, il est d'application plus large puisque les risques et occasions liés aux changements climatiques touchent la plupart des organisations, dont les villes.

Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) est favorable à l'adoption d'une approche uniforme à l'échelle mondiale à l'égard de l'information financière relative aux changements climatiques. Elle encourage ses membres à se familiariser avec les recommandations du GIFCC et à évaluer en conséquence leurs pratiques en matière de gouvernance, de gestion des risques et de communication d'informations. En ce sens, elle a publié en 2019 « Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) », duquel la Ville s'inspire généralement.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

De plus en plus de villes canadiennes choisissent d'ajouter à leur rapport financier une section pour la divulgation de l'information relative aux changements climatiques en suivant ces recommandations. C'est notamment le cas à la Ville de Montréal, la Ville de Toronto, la Ville d'Edmonton et la Ville de Vancouver. La Ville de Québec souhaite également s'inscrire dans cette démarche en diffusant sa première divulgation volontaire d'information sur les changements climatiques, et ce, en s'appuyant sur les recommandations du GIFCC.

4.2 Recommandations du GIFCC

Le GIFCC fournit un cadre qui comporte des éléments et des recommandations touchant les quatre aspects généraux ci-dessous.

4.2.1 Gouvernance

L'aspect de la gouvernance porte sur la structure de gouvernance dont une organisation se dote pour gérer les risques et occasions liés aux changements climatiques. Il traite en particulier de la manière dont les principaux décideurs surveillent ces risques et occasions et les intègrent aux processus de prise de décisions, ainsi que de la manière dont la direction exerce une surveillance rigoureuse à l'égard de ces éléments.

4.2.2 Stratégie

L'aspect de la stratégie porte sur l'identification et l'évaluation des risques et occasions à court, à moyen et à long terme liés aux changements climatiques. L'une des principales recommandations faites par le GIFCC aux organisations est d'évaluer et de présenter la résilience de leur stratégie en tenant compte de différents scénarios en matière de changements climatiques, y compris un scénario de hausse de température d'un maximum de 2 °C.



4.2.3 Gestion des risques

L'aspect de la gestion des risques consiste à fournir de l'information sur les processus qui permettent à l'organisation d'identifier, d'évaluer et de gérer les risques liés aux changements climatiques. Le GIFCC recommande aussi que les organisations intègrent ultérieurement les risques liés aux changements climatiques à leur processus de gestion du risque d'entreprise.

4.2.4 Mesures et objectifs

L'aspect des mesures et des objectifs consiste, entre autres, à présenter les mesures clés de l'organisation en matière de surveillance des risques liés aux changements climatiques et à rendre compte des progrès accomplis en vue de l'atteinte des objectifs établis en la matière.

5 Finances durables à la Ville de Québec

Comme toutes les sociétés modernes, la Ville se développe à un rythme soutenu. Comment améliorer l'équité sociale et la protection environnementale tout en contribuant à la prospérité de Québec?

Au croisement des piliers environnemental, économique et social, le développement durable est une approche d'intérêt collectif, de long terme, dont les finalités sont :

- La lutte contre les changements climatiques;
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources;
- La cohésion sociale et l'épanouissement de tous les individus;
- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Fort de ces constats, la Ville s'est engagée dans une démarche stratégique pour endosser davantage les principes de développement durable dans ses actions et ses projets. Appuyée par l'ensemble des paliers décisionnels de l'organisation, la démarche s'appuie notamment sur le Programme 2030 des Nations-Unies. De cette réflexion est née la Stratégie de développement durable de la ville, laquelle se décline en deux plans, dont le Plan de transition et d'action climatique (PTAC). Les villes ont un rôle majeur à jouer pour atteindre collectivement les objectifs fixés dans les accords internationaux ainsi que les recommandations issues de la science. Les propositions

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

faites dans le PTAC mettent en évidence ce que la Ville devrait mettre en œuvre afin d'agir concrètement pour le climat, à l'instar d'autres grandes villes dans le monde.

5.1 Mise en œuvre des recommandations du GIFCC par la Ville de Québec

5.1.1 Gouvernance

À la Ville, les principaux décideurs concernant les questions environnementales sont composés du maire, d'un élu responsable de l'environnement ainsi que des dossiers du développement durable et de la gestion des matières résiduelles et des autres élus formant les conseils municipaux.

Par ailleurs, certaines unités administratives de la Ville jouent un rôle de premier plan sur les questions du développement durable.

Pour s'assurer de faire vivre harmonieusement cette culture portée par les élus, la démarche relève directement de la Division des affaires stratégiques de la Direction générale. Son équipe de projet dédiée s'occupe de tous les volets de la Stratégie de développement durable et travaille en collaboration avec toutes les unités administratives de la Ville.

De plus, la Ville a mis sur pied un comité directeur, constitué de gestionnaires de différentes unités administratives, afin de favoriser la gouvernance transversale du Laboratoire de transition et d'action climatique (LabTAC) et du Plan de transition et d'action climatique. Le Service de la planification de l'aménagement et de l'environnement a un rôle de coordination et de conseil pour ce comité, en s'appuyant entre autres sur son équipe-climat. Les objectifs du comité sont de :

- Suivre l'ensemble des projets du portefeuille de projets de la Ville en matière de changements climatiques;
- Prioriser les projets qui en découleront;
- Favoriser le déploiement et le partage d'expertise.

L'objectif du LabTAC est de soutenir l'innovation et l'adoption des meilleures pratiques afin d'accélérer la transition de l'organisation vers une culture de lutte contre les changements climatiques et de développement durable en :

- Favorisant la collaboration entre les unités administratives et la valorisation des différentes expertises et savoir-faire des employés de la Ville et de ses partenaires;
- Soutenant la mise en place ou la consolidation d'initiatives porteuses et structurantes;
- Stimulant une saine émulation au sein de l'organisation;
- Contribuant à la mobilisation et au renforcement des capacités des employés de la Ville, de ses partenaires et des différents acteurs de la collectivité.

De son côté, le Bureau de la sécurité assure la coordination de la démarche de sécurité civile à la Ville. La surveillance et l'analyse des prévisions météorologiques et le rôle-conseil en matière de changements climatiques sont définis dans le Plan de sécurité civile.

Finalement, un comité qui se penche sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) a également été créé au cours de l'année 2022. Piloté par le Service des finances, un de ses objectifs est de s'assurer de la mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) et qui visent, à terme, à mettre en place une gestion des risques et occasions en matière de changements climatiques. Par l'entremise de son rapport financier, la Ville rendra compte annuellement de son alignement par rapport à ces recommandations.

5.1.2 Stratégie et gestion des risques

La Ville de Québec est impliquée dans la lutte aux changements climatiques depuis 1997, alors qu'elle adhère au programme Partenaires dans la protection du climat (PPC). Ce programme est une initiative conjointe de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et de l'ICLEI-Gouvernements locaux pour le développement durable (ICLEI Canada). Il fournit un cadre de travail pour guider l'action climatique dans les municipalités.

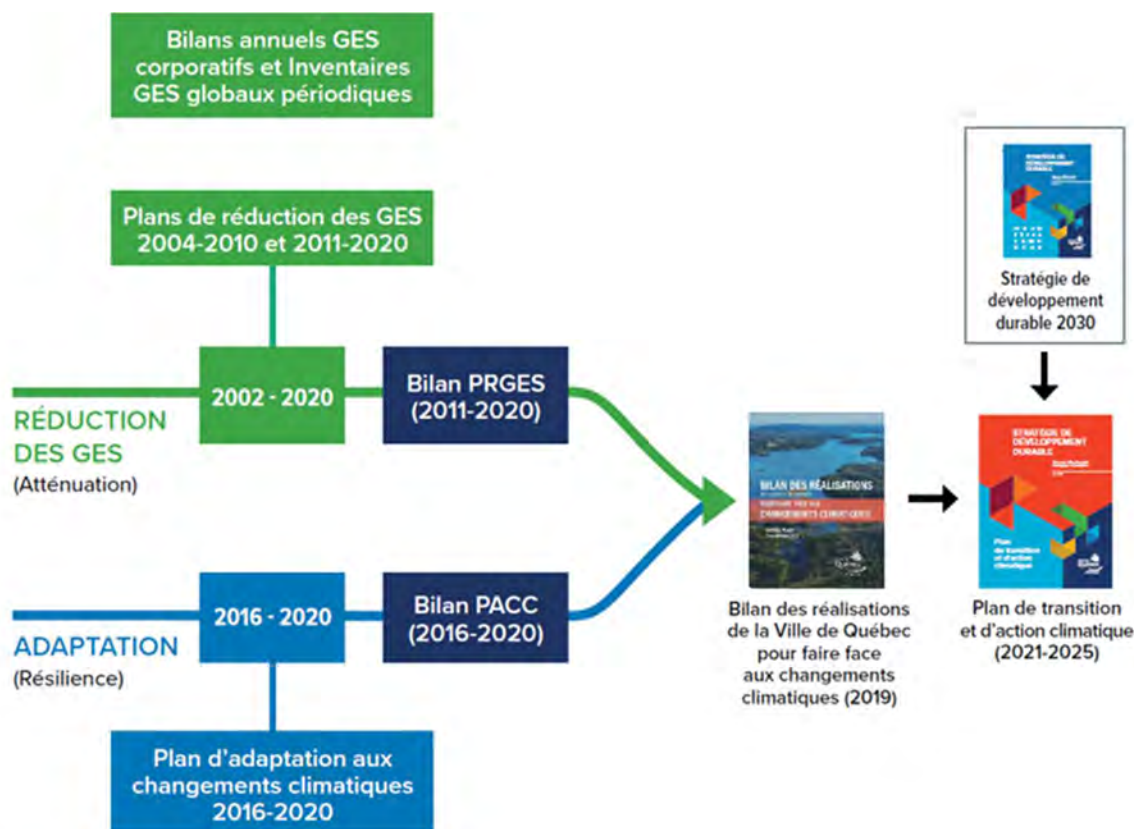
Dans le cadre de ses démarches, la Ville s'est dotée de 2 plans de réduction des émissions de gaz à effet de serres (GES) corporatives, soit le Plan de réduction des émissions des gaz à effet de serre 2004-2010, puis celui de 2011-2020. Elle s'est également dotée d'un Plan d'adaptation aux changements climatiques 2016-2020.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Élaboré dans leur continuité et sur la base du Bilan des réalisations de la Ville de Québec pour faire face aux changements climatiques (2019), la Ville a adopté le Plan de transition et d'action climatique 2021-2025 (PTAC). Face aux nombreux défis que représente la lutte aux changements climatiques au sein d'une municipalité, le PTAC intègre des enjeux de décarbonisation, d'adaptation aux changements climatiques ainsi que de transition dans une unique démarche cohérente avec la Stratégie de développement durable de la Ville.



Action climatique : Plan de transition et d'action climatique 2021-2025

Le PTAC a été construit avec une approche multidisciplinaire et transversale, à partir de rapports scientifiques, de résultats de concertations collectives locales ou internationales et de la collaboration de plusieurs spécialistes dans leur domaine d'expertise. Après consultation de documents et de rapports spécialisés en action climatique, plus de 1 100 actions potentielles ont été regroupées et priorisées en fonction de leur potentiel en décarbonisation, résilience et transition, de leur faisabilité dans le contexte de la Ville de Québec, de leur niveau d'innovation ainsi que de leur contribution aux cibles des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Pour ce dernier critère, des analyses d'impact adaptées de l'*Urban Climate Action Impacts Framework*, élaborées par le groupement de villes C40 Cities, ont été effectuées afin d'anticiper les impacts sociaux, économiques et environnementaux des actions étudiées et de les associer aux cibles des ODD de l'ONU. Sur la base de tous ces critères, les 20 projets les plus porteurs ont ainsi été sélectionnés pour être mis en œuvre dans le cadre du PTAC. Par ailleurs, la Ville s'est aussi dotée d'autres visions pour lui permettre d'arrimer et de faire vivre les différentes actions climatiques qu'elle entreprend. La section ci-dessous en présente quelques-unes et le site Internet de la Ville permet d'en faire la consultation complète.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Forêt urbaine et milieux naturels : la Vision de l'arbre 2015-2025

Les plantes et les arbres embellissent notre environnement et contribuent notamment à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau. Les arbres jouent ainsi un rôle majeur pour le climat puisqu'ils capturent le carbone et le stockent : ils contribuent donc à limiter les effets des émissions de gaz à effet de serre. La Ville intervient tant en foresterie qu'en horticulture pour protéger et favoriser la croissance de ces végétaux en observant une gestion écologique des espaces verts.

Pour ce faire, la Ville a notamment adopté la Vision de l'arbre 2015-2025 afin de concrétiser la place qu'elle entend offrir à sa forêt :

- Reconnaître la valeur des arbres en milieu urbain;
- Tenir compte des arbres dans la planification et la conception de tout projet;
- Fournir l'espace approprié aux arbres pour leur croissance.



De plus, la Ville soutient les citoyens en offrant gratuitement des arbres par le biais de son Programme de plantation d'arbres d'alignement et lors des journées de distribution d'arbres lors desquelles 4 000 arbres sont distribués chaque année à la population de Québec.

Matières résiduelles : la Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles

La gestion des matières résiduelles à la Ville s'appuie sur le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) adopté en janvier 2017. Ce plan vise à mettre un terme au gaspillage des ressources, contribuer à l'atteinte des objectifs du Plan d'action sur les changements climatiques et responsabiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des matières résiduelles.



Afin d'atteindre les objectifs du PMGMR, la Ville s'est dotée d'une Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles. À terme, la Ville s'est fixé un grand objectif, soit celui d'atteindre un taux de valorisation de 82 % de ses matières résiduelles pour 2028.

Développement urbain : la Vision de l'habitation 2020-2030

La Vision de l'habitation 2020-2030 de la Ville vise à favoriser une meilleure intégration des enjeux de l'habitation dans le développement urbain, économique, culturel et social de la ville. De plus, en considérant la lutte aux changements climatiques comme un levier d'innovation, la Ville souhaite encourager et soutenir la réalisation de projets résidentiels novateurs sur les plans de l'architecture, du financement, de la mixité et du verdissement.



INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Transport collectif et électrification des transports : le tramway de Québec

Le transport collectif est un allié de taille dans la lutte contre les changements climatiques puisque le transport est responsable de 43 % des émissions de GES au Québec.

La Ville met en œuvre le projet du tramway de Québec. Ce tramway 100 % électrique constituera la colonne vertébrale d'un réseau de transport en commun bonifié sur tout le territoire de la ville. Il offrira une alternative de transport pour limiter l'aggravation des conditions routières, réduire l'impact sur l'environnement et améliorer la qualité de vie des citoyens.



La mise en place du tramway dans la ville évitera l'émission de 89 000 tonnes de CO₂ en 2041. Ce gain est dû presque exclusivement au transfert modal, c'est-à-dire aux personnes qui délaisseront l'automobile pour d'autres modes de transport en commun, dont le tramway. Par ailleurs, l'ambitieuse stratégie de végétalisation de la Ville générera un gain additionnel en matière d'environnement. Un ratio de plantation de 20 arbres pour chaque arbre retiré dans les quartiers visés permettra une captation carbone nette de l'ordre de 583 tonnes de CO₂ par année. Ainsi, l'équilibre carbone du projet pourrait être atteint dès la 9^e année d'exploitation du tramway.

Gestion intégrée des risques

La Ville agit comme précurseur sur la scène municipale et l'élaboration d'un Programme de gestion intégrée des risques, dont ceux liés aux changements climatiques, ainsi que son intégration dans la planification de la Ville font partie des actions prioritaires portées à son alignement stratégique.

Ainsi, elle met actuellement sur pied une démarche dont les objectifs sont les suivants :

- Développer et optimiser les outils permettant d'inventorier, trier, évaluer, modéliser et gérer les risques municipaux afin d'effectuer une gestion proactive des risques;
- Rationaliser les efforts de prise en charge des risques par la priorisation des événements critiques et leurs mesures de traitement;
- Anticiper des situations graves et saisir des opportunités.

Ce projet se réalise en collaboration avec un organisme qui offre des programmes de recherche et de formation dans des domaines liés à l'innovation industrielle et sociale et il se divise en trois phases qui s'étaleront jusqu'en 2025.

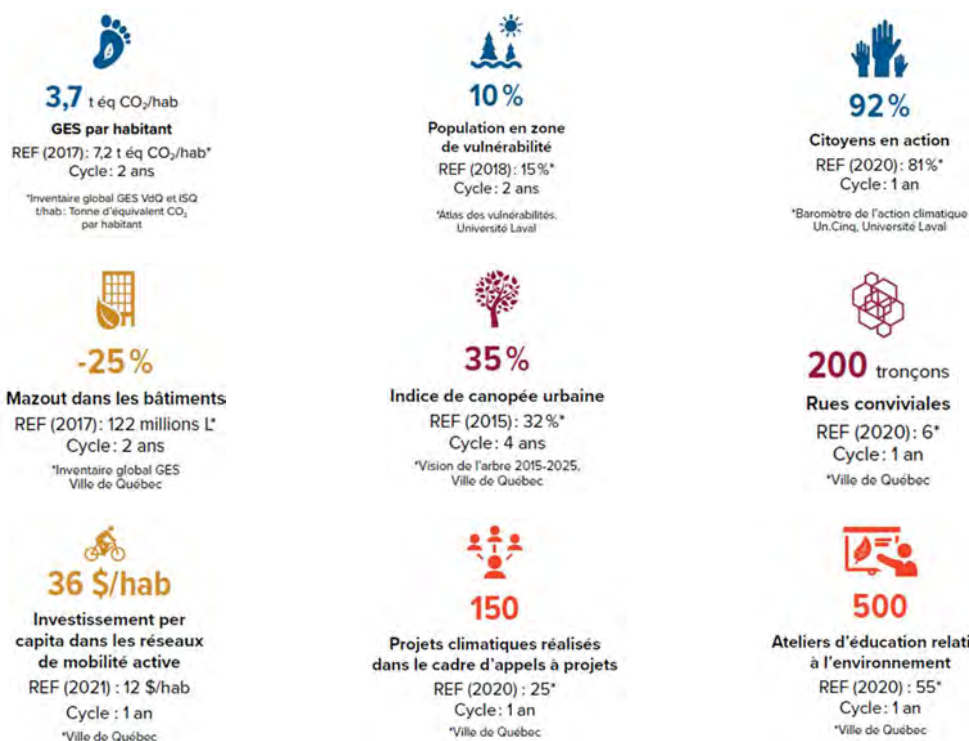
Pour l'année 2022, la phase de diagnostic a été entamée. Au cours de celle-ci, une revue de la littérature scientifique, une analyse du contexte spécifique de la Ville, des ateliers collaboratifs et des formations sont entre autres au programme.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

5.1.3 Mesures et objectifs

Condition de succès essentiel au suivi des actions climatiques que la Ville met en œuvre, les indicateurs de mesure permettent de valider l'adéquation des résultats et l'évolution de ceux-ci à travers le temps par rapport aux objectifs que la Ville s'est fixés. Le PTAC propose différents indicateurs stratégiques et de niveau tactique, ainsi que leurs cibles associées. Ceux-ci sont présentés ci-dessous.



Par ailleurs, la Ville mesure annuellement différents indicateurs en lien avec les cibles qu'elle souhaite atteindre. Elle en publie certains à même la reddition de comptes financière. Il est par exemple possible de y voir l'évolution des quantités annuelles de carburant utilisé.

Quantités annuelles de carburant utilisé (en millions de litres)



INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Différents indicateurs sont également rendus publics sur le site Internet de la Ville, dont l'indice de canopée pour chaque arrondissement.

Arrondissement	Indice de canopée dans le PU	Indice de canopée incluant la couronne forestière
Beauport	26 %	55 %
Charlesbourg	34 %	59 %
La Cité-Limoilou	17 %	17 %
La Haute-Saint-Charles	43 %	74 %
Les Rivières	27 %	27 %
Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge	35 %	38 %
Ville de Québec	32 %	54 %

Animée par un désir de transparence et soucieuse de mobiliser la population autour de l'enjeu des changements climatiques, il est prévu que la Ville rende disponible plus d'informations pertinentes aux décideurs et aux citoyens progressivement lorsque la mesure des indicateurs se précisera, notamment en ce qui a trait aux bilans annuels de GES que la Ville constate.

5.2 Alignement de la Ville de Québec par rapport aux recommandations du GIFCC

Les informations présentées dans cette section constituent pour la Ville une première divulgation volontaire d'information relative aux changements climatiques. Ainsi, il est attendu que ces informations se préciseront suivant la mise en place des recommandations du GIFCC à travers les années.

Afin d'évaluer son alignement avec les recommandations du GIFCC, la Ville se propose de s'auto-évaluer, dès l'année 2023, selon un cadre de maturité proposé par CPA Canada dans son guide « Améliorer l'information relative aux changements climatiques fournie par les villes : Guide sur l'adoption des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) ».

Ce cadre de maturité vise une approche par phase pour chacun des aspects (gouvernance-stratégie-gestion des risques-mesures et objectifs) des recommandations du GIFCC et indique que les villes devraient prévoir un échéancier de cinq ans du début du processus jusqu'à l'intégration complète.

6 Conclusion et engagements

Les grandes manifestations pour l'environnement des dernières années le démontrent bien, les citoyens de Québec sont mobilisés par l'urgence climatique. La Ville est en bonne position pour soutenir cette tendance mondiale et les générations actuelles et futures bénéficieront de la collaboration des différents acteurs impliqués : la municipalité et ses élus, les citoyens, les entreprises, les chercheurs, etc.

La Ville entend continuer de mettre en œuvre, au cours des prochaines années, les recommandations du GIFCC. Cela se traduira notamment par un processus de gestion intégrée des risques bonifié qui prendra davantage en compte les enjeux environnementaux dans les décisions. Ce processus permettra également d'évaluer les coûts des mesures d'atténuation des risques, ce qui aura des effets positifs sur les prévisions des finances publiques de la Ville. C'est donc aussi un changement de culture qui s'opérera au sein de la Ville en matière de gestion des risques, et ce, aux bénéfices des citoyens et de l'environnement.

D'autres mesures sont également envisagées afin d'atteindre un niveau d'intégration supérieur des recommandations du GIFCC. Parmi celles-ci, notons l'amélioration de la visibilité du bilan GES de la Ville en créant une page web dédiée et la mise en place d'un comité formé des services de la Direction générale, des Finances, de la Planification de l'aménagement et de l'environnement et du Bureau de la sécurité

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

civile. Ce comité aura pour objectif de s'assurer d'une cohérence dans l'intégration et l'application des recommandations du GIFCC. De plus, la Ville entend poursuivre sa veille des meilleures pratiques et normes comptables municipales en s'inspirant notamment des travaux du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public et des experts du climat.

Parallèlement, la Ville poursuit son travail sur différents fronts. En 2023, elle souhaite élaborer un Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH), se doter d'une stratégie en faveur de la biodiversité pour 2024-2030 et être désignée « région de biosphère » par l'UNESCO.

La Ville est soucieuse des impacts des changements climatiques sur l'environnement, la collectivité et les finances publiques. C'est pourquoi elle souhaite faire de sa ville un des endroits les plus respectueux de l'environnement et des plus agréables à vivre. Les efforts déployés jusqu'à ce jour pour réduire son empreinte carbone et améliorer la qualité de vie des citoyens le démontrent.

7 Références

Les liens vers les différents documents cités dans le présent document sont disponibles aux adresses ci-dessous :

- Stratégie de développement durable, <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/developpement-durable/docs/strategie-dev-durable.pdf>, consulté en mars 2023.
- Plan de transition et d'action climatique 2021-2025 (PTAC), <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/developpement-durable/docs/strategie-dev-durable-plan-transition-action-climatique.pdf>, consulté en mars 2023.
- Vision de l'arbre 2015-2025, https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/environnement/milieuxnaturels/protection_milieux_naturels.aspx, consulté en mars 2023.
- Programme de plantation d'arbres d'alignement, https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/programmes-subventions/environnement/plantation_arbres.aspx, consulté en mars 2023.
- Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles, <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/matieres-residuelles/index.aspx>, consulté en mars 2023.
- Vision de l'habitation 2020-2030, <https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/planification-orientations/habitation/vision/index.aspx>, consulté en mars 2023.

De plus, au cours de l'élaboration du présent document, différentes sources d'informations ont été consultées. Les principales sont les suivantes :

- Accord de Paris, https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf, consulté en mars 2023.
- Bilan GES du projet de Tramway de Québec, <https://tramwaydequebec.info/docs/Bilan-GES-Tramway-2022.pdf>, consulté en mars 2023.
- Bureau d'assurance du Canada, <https://bac-quebec.qc.ca/fr/>, consulté en mars 2023.
- C40 Cities, <https://www.c40.org/>, consulté en mars 2023.
- Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité, <https://www.frascanada.ca/>, consulté en mars 2023.
- COP 27, <https://unfoundation.org/cop27/>, consulté en mars 2023.
- CPA Canada et son guide sur l'adoption des recommandations du GIFCC pour les villes, <https://www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/information-financiere-et-non-financiere/durabilite-environnement-et-responsabilite-sociale/publications/guide-gifcc-pour-villes>, consulté en mars 2023.
- CPA Canada, magazine Pivot, L'ISSB mettra enfin de l'ordre dans l'information sur la durabilité, <https://www.cpacanada.ca/fr/nouvelles/magazine-pivot/issb-information-durabilite>, consulté en mars 2023.
- Fédération canadienne des municipalités, <https://fcm.ca/fr/>, consulté en mars 2023.
- Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) : <https://www.fsb-tcfd.org/> et ses recommandations de 2017, <https://assets.bbhub.io/company/sites/60/2020/10/FINAL-2017-TCFD-Report-11052018.pdf>, consulté en mars 2023.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), <https://www.ipcc.ch/>, consulté en mars 2023.

INFORMATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

- Gouvernement du Québec, émissions annuelles de gaz à effet de serre au Québec de 1990 à 2020, <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2020/tableaux-emissions-annuelles-ges-1990-2020.pdf>, consulté en mars 2023.
- Gouvernement du Québec et son Plan pour une économie verte 2030, <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-economie-verte>, consulté en mars 2023.
- Gouvernement du Canada et son Plan d'action pour l'adaptation du gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation/plan-action.html>, consulté en mars 2023.
- ICLEI Canada, <https://icleicanada.org/>, consulté en mars 2023.
- International Sustainability Standards Board (ISSB), <https://www.ifrs.org/groups/international-sustainability-standards-board/>, consulté en mars 2023.
- Institut climatique du Canada, <https://institutclimatique.ca/>, consulté en mars 2023.
- ONU Climat, <https://www.un.org/fr/climatechange>, consulté en mars 2023.
- Ouranos, <https://www.ouranos.ca/fr>, consulté en mars 2023.
- Programme Partenaires dans la protection du climat, <https://fr.pcp-ppc.ca/>, consulté en mars 2023.
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB), <https://www.sasb.org/>, consulté en mars 2023.
- Union des municipalités du Québec, <https://umq.qc.ca/> et son étude sur l'impact des changements climatiques sur les finances publiques des municipalités du Québec, <https://umq.qc.ca/wp-content/uploads/2022/09/2022-09-13-version-finale-etudeimpactsccsurfinancesmunicipales.pdf>, consulté en mars 2023.
- UN Climate Change, <https://unfccc.int/fr>, consulté en mars 2023.
- Ville de Québec, <https://www.ville.quebec.qc.ca/>, consulté en mars 2023.
- Ville de Montréal, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=43,60767&_dad=portal&_schema=PORTAL, consulté en mars 2023.
- Ville de Toronto, <https://www.toronto.ca/city-government/budget-finances/city-finance/annual-financial-report/>, consulté en mars 2023.
- Ville d'Edmonton, https://www.edmonton.ca/city_government/budget_finances/financial-reports, consulté en mars 2023.
- Ville de Vancouver, <https://vancouver.ca/your-government/financial-reports-and-information.aspx>, consulté en mars 2023.

